

— LA VOIE DE LÉNINE

REVUE MARXISTE DE DISCUSSION

— S O M M A I R E —

PACIFISME ET PACIFISTES

EDITORIAL :

La situation politique :

Après l'Espagne, c'est au tour de la France de choisir, par Jean ROUS.

Charlatans de la Paix, par Ivan CRAIPEAU.

Points de doctrine :

« Recettes de Paix », ou lutte contre l'impérialisme, par HENRIC.

La Morale révolutionnaire :

La Fin et les Moyens, par Léon TROTSKY.

Dans le Monde du Travail :

Bilan de défaite, perspective de lutte, par André CARTON.

Dans les Colonies :

Les travailleurs de France et d'Algérie devant l'impérialisme, par BARTA.

Notes internationales, par BRUN et BAILLY.

A travers la presse internationale d'avant-garde.

Chronique littéraire, par Henry POULAILLE.

Récits révolutionnaires, Extraits de « U. H. P. », de MOLINS Y FABREGAS.

Avril 1939

Mensuel N° 1

2fr

LA VOIE DE LENINE

est une revue marxiste de discussion et d'éducation

-- Au moment des plus terribles défaites, alors qu'avaient existé les plus grandes possibilités....

-- Au moment où la faillite du Front Populaire et la crise grandissante sous le poids des armements impérialistes, placent les travailleurs devant la perspective inéluctable de conflits décisifs....

-- Au moment où le dilemme : socialisme ou fascisme n'est pas une simple phrase de propagande, mais la réalité du choix qui s'impose aux travailleurs....

Nous voulons, dans un esprit de controverse et de collaboration franches et fraternelles... préparant, contre le courant, les luttes du présent et de l'avenir... aider de notre mieux l'avant-garde à forger les armes politiques indispensables au prolétariat pour vaincre.

Faciliter cette tâche est le but de « **La Voie de Lénine** » ! Notre Revue n'entend pas être la tribune d'éléments découragés qui doutent, non seulement d'eux-mêmes, mais avant tout de la classe ouvrière.

« **La Voie de Lénine** » n'est pas une clinique pour les âmes que les dures réalités de la lutte de classes ont rejetées hors du marxisme.

« **La Voie de Lénine** » aidera, au contraire, sur le plan théorique, tous les militants révolutionnaires qui veulent élaborer les meilleurs armes politiques pour la lutte... A ceux qui, découragés par cette période de réaction, ne croient cependant pas devoir déduire de leur découragement des thèses soi-disant nouvelles, en réalité archaïques et oubliées, « **La Voie de Lénine** » aidera à retrouver la perspective révolutionnaire.

LA VOIE DE LENINE.

AVERTISSEMENT AU LECTEUR

Pour des raisons tout à fait indépendantes de notre volonté, la parution de ce numéro qui était prêt début mars, a été différée. D'où le retard de certains articles par rapport à l'actualité. Nous nous en excusons, et ferons en sorte qu'à l'avenir LA VOIE DE LENINE apporte tous les mois une chronique exacte et documentée de l'actualité mondiale la plus proche.

EDITORIAL

La paix impérialiste aura duré six mois. « Munichois » et « anti-Munchois » discutent encore de la meilleure façon de défendre l'impérialisme ; pacifistes et patriotes comparent encore les vertus respectives de la guerre et de la servitude ; et voilà qu'à nouveau des bruits de bottes font résonner le sol d'une Europe chargée d'explosifs. En moins de temps qu'il ne faut pour le dire, la Tchéquie est annexée, la Slovaquie vassalisée, Memel avalée. Les petits peuples des Balkans et d'Europe orientale tremblent et se demandent, non s'ils vont être mangés, mais à quelle sauce ils vont l'être. Et les deux grands blocs impérialistes mesurent leurs forces en vue de l'épreuve décisive.

Munich n'aura été qu'une courte trêve, laissant à chacun le temps de fourbir ses armes. Dès ce moment, l'Allemagne avait conquis en fait, sinon en droit, la Tchecoslovaquie. Elle croyait qu'à partir de ces nouvelles positions, elle pourrait exercer une telle pression économique et politique sur les nations voisines, que la France et l'Angleterre se trouveraient hors de jeu en Europe. C'était de pas compter avec la puissance des deux grandes nations impérialistes qui se partagent les richesses du monde. Les ressources de la City et de la Bourse concurrencent l'appareil militaire allemand. La Yougoslavie, la Roumanie, la Pologne n'apparaissent pas soumises, pieds et poings liés ; les capitaux des vainqueurs de Versailles trouvent des serviteurs et des défenseurs. La Tchécoslovaquie, elle-même, manifestait de timides velléités d'indépendance. Munich n'était plus qu'une demi-victoire ; un début de victoire qui pouvait être un début de défaite si on s'en tenait là. D'où la nécessité d'une nouvelle offensive.

D'autre part, la situation économique du Reich demeurait critique. Les gains de Munich ne résolvaient rien. Le blé manquait toujours, et aussi le pétrole. Les repas n'étaient pas plus copieux, et le mécontentement de la classe ouvrière, pas moins grand. Il allait, coûte que coûte, se frayer une voie vers les riches moissons de Hongrie et d'Ukraine, vers le pétrole roumain. En réalité, le profit de toutes ces conquêtes est illusoire. Les contra-

dictions internes ne sont pas résolues : il s'en ajoute d'autres. C'est ainsi, que l'absorption de la Tchécoslovaquie rend plus nécessaire encore la conquête de nouvelles ressources agricoles et de carburant. La main-mise sur la Hongrie et la Roumanie, à son tour, ne ferait que rendre plus pressant le besoin de colonies. Et, d'un autre point de vue, l'entrée dans la Grande Allemagne du peuple tchèque ne fait que rendre celui-ci plus vulnérable : à toutes les contradictions, une nouvelle s'ajoute. Un explosif de plus, le moment venu, s'ajoutera aux autres. En fait, à tous les problèmes économiques, politiques, humains, il n'y a pas de solution à l'intérieur du régime.

Et c'est précisément pour cela que les « démocraties s'arment fébrilement et se préparent à la résistance. Elles avaient fait leur deuil de la Tchécoslovaquie ; mais elles voient clairement que cette conquête en annonce d'autres ; et celles-ci d'autres encore, sans qu'on puisse espérer faire la part du jeu. Alors, puisqu'il faut en venir là, pourquoi ne pas se battre tout de suite ? Chacun des camps a besoin d'exploiter le monde entier pour lui seul ; la poursuite du régime ne permet pas d'arrangement à l'amiable qui dure plus que six mois. Il faut donc en découdre.

Et, à nouveau, nous voici au bord de la guerre. Les entrevues diplomatiques se succèdent ; les phrases ronflantes répondent aux phrases ronflantes et, à nouveau, dans les gares, des hommes se séparent de leur famille et partent, sans savoir ni où, ni pourquoi, ni pour combien de temps.

Le conflit va-t-il éclater tout de suite ; ou bien avons-nous encore quelque répit ? A une telle question, il est difficile de répondre sûrement à moins d'être prophète ou journaliste extralucide. Nous ne savons pas ce que les messieurs qui mènent les peuples ont l'intention de faire et nous ne savons même pas s'ils le savent. La ligne ultime de résistance sera-t-elle la frontière hongroise, ou la frontière roumaine ? Veut-on encore jeter en pâture à Hitler et Mussolini quelques Jos de manière à ce que l'Angleterre puisse établir son système de conscription, parachever son armement ? Les deux compères accepteront-ils ? Il semble que l'attitude, plus que réticente, de la Roumanie et de la Pologne va pousser les démocraties à un nouveau délai. Mais une seule chose est sûre, des deux côtés les impérialismes préparent la guerre avec fièvre et le délai apparaît bien court. Seule une reprise des luttes de la classe ouvrière peut encore modifier ces perspectives.

En France, on veut faire croire à cette classe ouvrière qu'elle va combattre pour la démocratie. Mais, au nom de cette démo-

cratie, que fait M. Daladier ? Il arrache au Parlement les pleins pouvoirs, se donne le droit de supprimer du jour au lendemain les libertés de presse et de réunion, menace le P.C. de dissolution et fait travailler les ouvriers 60 heures par semaines (avec possibilité) pour les patrons, d'augmenter ce chiffre, si besoin est). Ce qu'on demande aux ouvriers français de défendre, ce sont les soixante heures ; c'est une dictature larvée. Pour cela, ils doivent donner leur sang au nom de la lutte contre le fascisme.

Et bien, ce n'est pas cela, la lutte contre le fascisme. Qui peut considérer sérieusement M. Daladier et ses collaborateurs comme des héros d'une lutte pour la liberté ? Les travailleurs peuvent combattre eux-mêmes le fascisme. Ils le combattront d'autant mieux par leurs propres méthodes : celle de la lutte de classe. Et ils seront invincibles contre tous les ennemis de l'extérieur ou de l'intérieur le jour où ils auront à défendre les usines aux mains des ouvriers ; les champs aux mains des paysans ; une armée qui sera l'instrument du peuple travailleur. Pour combattre le fascisme, les démocrates sont contraints de l'imiter. Les travailleurs ne peuvent lutter contre le fascisme qu'en combattant également la démocratie bourgeoise et en instaurant leur propre dictature.

Les révolutionnaires doivent aujourd'hui tendre tous leurs efforts à organiser un front ouvrier de défense contre la guerre et la dictature dans les usines, les casernes et les campagnes, afin d'arrêter le mouvement de retraite de la classe ouvrière et de préparer l'offensive. Il n'y a pas d'autre solution pour empêcher la guerre. Au contraire, une soumission totale des travailleurs à la bourgeoisie et l'Etat-major ne ferait que donner une entière liberté de manœuvre au gouvernement et leur permettrait de lancer sans hésitation dans la lutte pour la défense des intérêts impérialistes des millions d'hommes, dont le seul intérêt est de lutter contre le régime qui les opprime.

Mais si la guerre éclate demain au milieu du chaos, une seule voie de salut demeurera ouverte : la voie de Lénine, la voie d'une lutte de classe implacable au milieu même de la guerre et contre elle. Ainsi s'est faite la seule révolution prolétarienne victorieuse de l'histoire. La leçon des Bolcheviks, les exemples de Rosa et de Liebknecht ne seront pas perdus. Au sein même de la guerre impérialiste, née au milieu des souffrances et des désespoirs, la Révolution internationale grandira.

LA SITUATION POLITIQUE

Après l'Espagne

c'est maintenant au tour de la France de choisir

Le 19 juillet 1936, Barcelone ouvrière avait eu la plus belle de ses victoires qui retentit dans le monde entier comme l'annonce de la révolution mondiale. Le peuple sans armes se dresse contre les armées fascistes (en réalité l'armée régulière du Front populaire) et pratiquement prit le pouvoir par ses comités et ses milices dans toute la Catalogne... Il s'arma avec les armes de l'ennemi. Mais le 4-7 mai 1937, Barcelone connut la première grande défaite : les bandes du Guépéou écrasèrent dans le sang l'insurrection ouvrière animée de l'esprit du 19 juillet.. La défaite actuelle n'est au fond que la conséquence de la défaite de mai...

Fin janvier 1939, Négrin affirme : « **J'ai un matériel abondant** », Barcelone peut tenir comme Madrid. Mais voilà où est l'esprit du 19 juillet qui a permis la victoire même sans armes ? M. Négrin a bien les armes, mais, avec l'aide du Guépéou et sous la pression des capitalistes de Londres et de Paris, il a assassiné la révolution, il a tué l'esprit du 19 juillet... Une à une les conquêtes révolutionnaires ont été anéanties et les meilleurs artisans de ces conquêtes fusillés, emprisonnés, réprimés, affamés...

Nous devons assister à une comédie macabre, ainsi d'ailleurs que nous l'avait laissé prévoir Léon Trotsky dans un de ses articles, sur la révolution espagnole, si clairvoyants et qui, malheureusement, trouvèrent un si faible écho dans l'avant-garde ouvrière espagnole, y compris malheureusement le P.O.U.M., lui-même.

Nous devons voir l'assassin tenter de ranimer le cadavre à la dernière minute. C'est ainsi que le P.S.U.C., parti staliniste, qui

fut à l'avant-garde de la répression contre-révolutionnaire, lança le mot d'ordre « **sur les barricades, Front rouge, comme au 19 juillet** ».

La réponse fut : « **Nous ne répondons pas aux bourreaux des barricadiers de juillet et de mai** ». Elle se traduit par l'abstention complète du peuple travailleur... La responsabilité incombe entièrement aux assassins de la révolution : la bande Négrin-Staline ! Les militants de la C.N.T. attendirent en vain l'ordre d'insurrection de leurs dirigeants... « **En général, nous dit un camarade qui vécut les événements, les prisonniers antifascistes, poumistes, anarchistes, bolchevicks-léninistes étaient les plus ardents à préconiser la résistance** »... sans doute parce qu'ils étaient en même temps les révolutionnaires les plus conscients. Ils savaient que la victoire du fascisme signifie l'écrasement total du prolétariat pour une longue période ; au contraire, la victoire du bourreau démocratique, Négrin, lui-même, contre le bourreau fasciste, eut ouvert la possibilité d'une guerre civile pour le renversement de la démocratie bourgeoise, par la révolution socialiste... **Mais pour l'ensemble des travailleurs, les bombardements de Franco, s'ajoutant à 2 ans de politique anti-révolutionnaire et anti-ouvrière étaient plus forts que les commandements de la conscience révolutionnaire...** Le peuple travailleur n'est pas une machine destinée à fournir de l'héroïsme sur commande à ces Messieurs du Front populaire, dans le seul but de couvrir leur banqueroute.

Les témoignages authentiques, de la fin de Barcelone, nous décrivent les grands pontifes de la démocratie, fuyant, après avoir appelé... aux barricades... Cependant que tout un peuple déguenillé, affamé, marchait vers la frontière, mitraillé par les avions de Franco. La « démocratie » dirigeante fuyait en auto de luxe, avec dans les poches de l'or, des passeports diplomatiques... Le « **19 juillet** », tout ce peuple en guenilles recevait l'hospitalité dans les bagnes d'Argelès-sur-Mer et du Barcarès, dont l'horreur nous fut décrite par le reportage accusateur de Jacquier, dans **Juin 36**, organe du P.S.O.P. Hospitalité de la torture et de la mort, sous les armes de la police et de l'armée démocratique de la République française...

A Barcelone les troupes marocaines et italiennes ont pénétré presque sans coup férir... Franco nomma maire de la ville, le protégé de Blum du 30 juillet 1936... Il laissa en place la bureaucratie de la généralité... Cette même bureaucratie que tous les gouvernements, même soi-disant « révolutionnaires », ont conservée. La démocratie bourgeoise chauffait le lit du fascisme...

Et maintenant tous les travailleurs du monde, sincèrement attachés à la victoire du prolétariat espagnol, contre le fascisme, se demandent : Quelles sont les causes de cette effroyable défaite... ?

Peut-être que des esprits désabusés s'imagineront qu'il est pédantesque ou prématuré pour chaque militant d'avant-garde de s'efforcer de tirer les leçons de la catastrophe espagnole... Ce ne sera point l'opinion de ceux qui pensent que ces enseignements doivent nous servir dans l'immédiat, dans les luttes qui s'annoncent en France... Il faut commencer par les enseignements les plus simples.

Le premier regarde la conduite de la guerre civile elle-même... Or, une guerre civile ne se conduit pas seulement par des armes militaires, mais encore et surtout par les armes politiques... Les stratèges militaires de la bourgeoisie, eux-mêmes, mettent en relief ce qu'ils appellent le facteur moral. Selon Foch, c'était même le facteur décisif... Dans le langage du marxisme révolutionnaire et dans les conditions de la guerre civile cette vérité de la science militaire signifie : la victoire de la guerre civile appartiendra en définitive à celui des deux camps qui saura mobiliser le peuple travailleur, en élevant très haut son moral par des réalisations révolutionnaires hardies... Si, non, si le peuple ne voit plus la différence politique et sociale entre les deux camps, il tombera dans la prostration et c'est finalement le facteur militaire, la supériorité technique des armes qui deviendra déterminante...

Léon Trotsky qui sait comment on mène une guerre civile, pour avoir bâti l'armée rouge et pour être, à ce jour, le seul chef révolutionnaire qui ait, avec Lénine et le parti bolchevick, conduit une guerre civile du prolétariat à la victoire, ne cessait de répéter dès le début de la guerre d'Espagne : « **Des réformes sociales hardies sont les armes les plus puissantes dans une guerre civile** ». « **Dans nos trois années de guerre civile, en Russie, la supériorité de l'art et de la technique militaire fut bier souvent du côté de l'adversaire, mais en fin de compte ce fut le programme bolchevick qui vainquit..** »

Or, quel était le programme du « Front populaire » espagnol et de Négrin en particulier ? C'était, non le programme de la révolution et des réformes sociales hardies... mais le programme de la restauration du capitalisme... L'examen de chaque question particulière le confirmerait sans peine... On sait par exemple que les ouvriers qui avaient pris les usines furent expropriés par le gouvernement stalino-réformiste qui, non seulement leur arra-

chait leurs conquêtes, mais les mettait en prison... et par-dessus le marché leur demandait de sa sacrifier... Ces mesures « d'ordre » étaient dictées par le souci de plaire aux impérialismes français et anglais et de leurs arracher la levée du blocus, en écrasant la révolution.

La restauration du capitalisme contre les ouvriers est une politique de défaite, en même temps que de contre-révolution. Cette conclusion est encore plus nette si l'on examine la question coloniale. Franco commença son insurrection avec, comme principale armée de choc, les Marocains... Une politique habile eût consisté à retourner les Marocains contre Franco. En Août 1936, les chefs nationalistes marocains, qu'accompagnait à Barcelone un camarade de la IV^e Internationale, avaient obtenu un pacte avec les partis catalans, assurant certaines libertés, allant jusqu'à la libération du Maroc espagnol... Mais le Front populaire espagnol et le Front populaire français, consultés, se sont complètement opposés à ce pacte. Sous les ordres du quai d'Orsay, Blum déclara que la libération du Maroc espagnol, qui eût retourné les Marocains contre Franco, et les eût acquis à la lutte contre le fascisme... serait trop dangereuse pour l'intégrité de l'Empire du Maroc français. La contagion pourrait être dangereuse... C'était l'opinion de la Banque de Paris et des Pays-Bas. Et, en définitive, tout le Front populaire, aussi bien français qu'espagnol, s'inclina... en un mot, au nom des intérêts de la Banque de Paris et des Pays-Bas. Pour mieux démontrer sa parfaite bonne volonté sur ce terrain, Négrin alla même plus tard jusqu'à « proclamer le droit de l'Espagne aux colonies », c'est-à-dire à l'oppression des Marocains. Cependant Franco, de son côté, poussait l'habileté démagogique, très caractéristique du fascisme, jusqu'à concilier une autonomie de façade aux notables Marocains (Tétouan). Ainsi, le général Yague, avec son armée de Marocains, put faire, fin Janvier 1939, son entrée dans Barcelone. Et pas un seul Marocain ne fut gagné à la cause révolutionnaire, ou même simplement à la lutte contre Franco.

Il n'est pas exagéré de dire que, malgré leurs clameurs, ces messieurs du Front populaire firent tout ce qu'ils purent pour faciliter la tâche de Franco. Cette vérité est non moins nette en ce qui concerne la question paysanne. Qui n'a pas les paysans dans la guerre civile, perd la réserve essentielle pour l'armée et le ravitaillement. D'instinct, les paysans pauvres se révoltèrent contre les gros propriétaires agrariens fascistes, et les exproprièrent. Ils firent cause commune avec les ouvriers. Mais Négrin et le Front populaire, en même temps qu'ils délogoient les ou-

vriers des usines, obligèrent les paysans pauvres à abandonner les domaines collectivisés. Négrin eut le cynisme de promettre, dans son fameux discours, des 13 points, « la réforme agraire », moyennant l'abandon des collectivisations. Or, cette réforme agraire fut le type même de l'escroquerie démocratique. Elle permettait, d'après les calculs, de donner la terre, progressivement, en 248 ans !... Entre Négrin et Franco, le paysan vit une si mince différence qu'il ne tarda pas à tomber dans une sorte d'expectative... Le ressort de la résistance héroïque était brisé par la politique du « Front populaire ».

Ainsi, sur toutes les questions, on pouvait caractériser ce programme et cette politique de trahison de la manière suivante : Au nom des intérêts du capital, on demande aux ouvriers, aux paysans, de faire preuve d'héroïsme, pour démontrer qu'ils sont plus capables que les fascistes d'assurer la domination du capital, c'est-à-dire leur propre servitude. Et l'on voudrait que les masses se battent pour des paradoxes et des escroqueries ! Négrin-Azana-Staline sont les trois principaux facteurs de la défaite sous le drapeau du Front populaire. C'est pour cacher de telles vérités que Messieurs les chefs staliniens, en poussant des clameurs assourdissantes contre les responsabilités des démocraties dans la politique de non-intervention, ne font, sous couleur de se disculper, qu'atteindre au point culminant des responsabilités du Front populaire international... A l'extérieur de l'Espagne, comme à l'intérieur, seules les méthodes de la politique de luttes de classes et de révolution socialiste pouvaient vaincre Franco. Or, si MM. Duclos, Gitton, Thorez et Cie ont pondu, en fait de discours contre le blocus, de quoi tapisser les frontières des Pyrénées, ils n'ont jamais voulu appeler le prolétariat à un seul acte de lutte de classe, à une seule manifestation de rue, à une grève, à une seule organisation, par les dockers et cheminots, du boycott des armes envoyées à Franco... Seule la poussée des masses en action eut brisé le blocus... Blum et Thorez sont entrés dans l'action à Clichy et ailleurs pour s'opposer à la lutte des masses, ils n'ont fait aucun acte pour s'opposer au blocus.

Telle est la première partie des enseignements que tous les militants qui suivent le P.C., le P.S. et la C.G.T. doivent connaître pour éviter la catastrophe en France !... La responsabilité de la défaite incombe à la politique et au programme du Front populaire. Seule pouvait assurer la victoire, dans la guerre civile, la supériorité politique assurée par le programme et la politique de la révolution socialiste...

Mais il est une autre partie des enseignements qui concerne

plus particulièrement les militants avancés, ceux qui se prononcent pour la révolution socialiste et déclarent lutter pour cette politique dans le moment présent... Nous n'allons point aborder dans cet article les questions qui concernent la politique des organisations anarchistes et P.O.U.M., puisqu'aussi bien ce sera la tâche de cette revue d'examiner toutes ces questions dans l'esprit de la discussion et de la controverse fraternelles... C'est un fait que la classe ouvrière était entrée dans la voie de la révolution socialiste, s'était emparée de la propriété capitaliste, en particulier en Catalogne, avait même construit ses organes du pouvoir, les comités. D'où vient que la C.N.T. s'identifia complètement à la politique réformiste, collabora aux gouvernements de contre-révolution ? D'où vient que le P.O.U.M., le parti révolutionnaire qui devait tomber victime de la répression stalino-bourgeoise, et pour lequel les révolutionnaires du monde entier, en dépit de leurs divergences politiques, ont la plus vive sympathie, fut amené à participer au gouvernement qui entreprit la dissolution des Comités ? Toutes ces questions doivent faire l'objet de discussions approfondies au sein de l'avant-garde (1). Qu'il suffise de noter, pour l'instant, que la pire politique dans la révolution consiste à s'adapter aux partis bourgeois et réformistes, c'est-à-dire antirévolutionnaires, et de s'adapter à ceux qui s'adaptent à ces partis... Dans la révolution aussi, il faut marcher contre le courant officiel, pour rester dans le courant des masses... Tout nouveau « 19 Juillet » doit nous trouver maintenant prêts à mener la révolution jusqu'au bout, à ne pas laisser compromettre le parti révolutionnaire dans ces combinaisons gouvernementales, équivoques qui ont pour but de sauver l'Etat bourgeois ; disposés à lutter pour la destruction totale de cet Etat, et son remplacement par l'Etat des Comités ouvriers et paysans...

La révolution espagnole, momentanément vaincue, doit être pour nous la répétition générale... pour les événements de France, pour empêcher la répétition des mêmes fautes. Encouragés par la victoire de Franco, le capital financier exige de Paul-Reynaud-Daladier une politique de répression et de compression plus sévères à l'égard des travailleurs de France. Des mois de prison pleuvent sur les ouvriers coupables de défendre les conquêtes de Juin 36, que M. Daladier a prêté serment de défendre... bien entendu...

(1) Notre opinion sur ce point se trouve dans la brochure « Espagne 36-Espagne 39 ». (Librairie du Travail et Librairie du P.S.O.P.)

Des milliards sont arrachés aux pauvres et engouffrés dans le tonneau des Danaïdes du budget de la mort. Le chômage augmente, le prix de la vie augmente ; la situation évolue vers l'impasse, où elle devient intenable pour les travailleurs comme pour leurs ennemis... Allons-nous assister, comme diversion probable, à une nouvelle mobilisation, suivie d'un nouveau Munich pour recommencer le coup de Septembre ? Va-t-on, sous le masque de la paix armée, accentuer encore la régression sociale et l'agression anti-ouvrière ? C'est le plan de Daladier et de ses agents de droite et de gauche, parmi lesquels le soi-disant Centre d'action ? contre ? la guerre ? !! de Delmas-Belin et Cie. Certains prédisent d'avance que Daladier va réussir dans cette politique d'étouffement à froid. Pourquoi exagérer ainsi les chances de l'ennemi, sinon parce que l'on est soi-même prêt à lui céder le terrain ? C'est peut-être le rôle des journalistes, ce ne peut être celui des révolutionnaires...

Quels que soient les rythmes, quelles que soient les diversions, la crise sociale, grandissant sous le poids des armements, couve sous le calme apparent de la situation... Les travailleurs, que la trahison et la répression ont abattus, ne sont cependant pas décidés à céder sans combattre... La défaite de l'Espagne accroît leur sourde résolution pour la résistance, mais seulement pour la résistance efficace décisive... D'où leur dégoût grandissant des protestations et des manifestations platoniques... C'est le rôle de l'avant-garde, dans une telle situation, de ranimer le moral, de redonner aux éléments découragés la perspective de la révolution, d'expliquer patiemment les leçons des défaites passées, en commençant par la nature traîtresse du Front populaire et de son programme, et d'élaborer le programme d'action de la révolution socialiste.

15 février 1939.

Jean ROUS.

A MADRID

P.-S. — Cet article sur l'Espagne était déjà composé lorsque survint la lutte armée de Madrid entre les armées du Parti staliniste et la Junta Casado-Miaja.

A vrai dire, pour quiconque ne perd pas de vue les enseignements de l'histoire, le dénouement de Madrid n'a pas été autre chose que le dénouement classique de tous les « Fronts Populaires », c'est-à-dire de toutes les alliances des ouvriers et de la bourgeoisie depuis 1848. En Espagne, l'écrasement des partis ouvriers se produit en deux temps : ce fut d'abord le P.O.U.M. et la gauche anarchiste en mai 1937 ; en mars 1939, ce fut au tour du Parti « communiste ».

Dans les deux cas, l'opération sanglante est faite directement dans les inté-

rêts de la bourgeoisie. Une seule différence : dans le premier cas, la bourgeoisie a comme instrument principal le Parti dit communiste. Dans le deuxième cas, elle se sert du Parti socialiste (droite, Beistero et gauche, Carillo) et de la C.N.T. « anarchiste », contre le Parti dit « communiste ».

Le sens de la manœuvre de la « Junte » Casado-Miaja est très clair : ils espéraient acheter le pardon de Franco en écrasant le Parti « communiste ». Mais Franco ne veut même pas de l'humiliation la corde au cou. Il demande la reddition pure et simple. Cela n'a pas empêché de prétendus révolutionnaires des anarchistes, en particulier le « Libertaire », de se faire ouvertement les complices de Miaja-Casado... Ces grands stratèges nous expliquent que ce qu'il faut, c'est liquider avant tout la guerre civile... dans l'intérêt du prolétariat !

En quoi, demanderons-nous, le prolétariat a-t-il intérêt (un centime d'intérêt) à écraser dans le sang les militants « communistes » et à se rendre à Franco la corde au cou ? Vraiment, il est inouï d'entendre de tels raisonnements au nom de l'intérêt du prolétariat. Sans doute le prolétariat révolutionnaire n'a pas à choisir politiquement entre la politique de défaite du Front Populaire Azana-Negrin-Staline et la politique de liquidation de la défaite du même Front Populaire, sans les stalinien. Le prolétariat révolutionnaire, dans de tels événements conserve comme toujours sa pleine indépendance politique. Il constate qu'à l'origine de l'insurrection de Franco, il y a eu la trahison de l'armée républicaine et qu'à l'issue de la guerre civile, il y a une nouvelle trahison de l'armée républicaine, reconstituée par le « Front Populaire ». Cette trahison a pour but la livraison à Franco de ce qui reste des combattants républicains.

Dans ces conditions, le prolétariat ne peut que faire front contre cette nouvelle trahison et contre cette nouvelle répression sanglante, en dépit de la haine légitime que lui inspirent les chefs stalinien, lesquels d'ailleurs ont abandonné le terrain et ont fui en poussant des cris héroïques. On présente la tentative des révolutionnaires d'introduire dans la résistance à la trahison du Front Populaire n° 2 des mots d'ordre de lutte de classe, comme utopique.

Nul ne se dissimule que la situation est désespérée à Madrid, par la faute du Front Populaire et de ses soutiens de tout format. Par suite, il est exact de dire que l'intervention révolutionnaire a peu de chances de succès immédiats. Mais, encore une fois, ce n'est pas une raison, sous prétexte de se montrer à distance, « très positifs » pour soutenir, d'une manière plus ou moins nette Miaja-Casado-Carillo, dans leur entreprise d'écrasement de la résistance et de livraison à Franco. Cela n'est pas de l'utopie, peut-être, mais de la complicité avec la trahison du Front Populaire nouveau genre. Même quand la situation est désespérée, le rôle des militants révolutionnaires consiste à continuer jusqu'au bout l'action et la propagande pour la politique de la révolution, en vue de retrouver au travers de la défaite les meilleurs éléments. Une telle attitude est beaucoup plus fructueuse pour rallier au marxisme les militants communistes dupés et trahis, que les clignements d'yeux à Miaja-Casado.

J. R.

Charlatans de la Paix

Tireuses de cartes, fakirs, prêtres et illusionnistes de tous genres, les charlatans ont du succès dans l'époque troublée où nous vivons. Les plus pernicioeux, sans doute, sont les charlatans de la Paix. La haine de la guerre et de ses horreurs, l'épouvante devant la catastrophe que l'on sent proche : tout leur offre un magnifique terrain d'action. A ceux qui ne peuvent pas prier dans les églises ils offrent une consolation par leurs incantations aux « forces de paix », leur espoir en tel homme d'Etat ou tel sauveur suprême et leur plan mystérieux de salut. Qui n'a pas son plan de Paix ? Un plan qui concilie l'intérêt de la Paix avec « nos » intérêts. Car les pacifistes ne se distinguent pas des patriotes par leurs intérêts opposés de classe -- mais seulement par les moyens qu'ils préconisent -- ce qui explique l'attitude de la plupart d'entre eux : en temps de paix, les phrases radicales et les formules vengeresses ; puis, quand la guerre est devenue un fait, alors le ralliement patriotique à la guerre jusqu'à la victoire.

Du moins tel était le scénario d'avant 1914. Maintenant, les pacifistes ont perfectionné leur technique comme les sociaux-patriotes. C'est en pleine paix qu'ils passent au « bellicisme ». Non par volte-face, mais par transition insensible. Tant il est vrai que ce pacifisme est de même nature que le bellicisme des autres. C'est ce dont nous voulons montrer quelques exemples.

« NOUVEL AGE »

LA PAIX AVEC LE PETROLE ET LE MAZOUT

A tout seigneur, tout honneur. Quand on parle de charlatans, le premier nom qui vient à l'esprit est celui de Valois. Tour à tour syndicaliste révolutionnaire, leader monarchiste, chef fasciste, modéré, coopérateur, radicalisant, communiste ; révolutionnaire, changeant à chaque fois de programme et de troupe. Valois opère aujourd'hui à Nouvel Age. Parmi diverses entreprises visant à assurer le bonheur de l'humanité par des « affaires »

lumineuses, Valois a bien voulu s'occuper de nous défendre contre la guerre. Son plan était simple. Avec quoi fait-on la guerre ? Avec les matières premières, principalement avec le pétrole et le mazout. Eh bien ! ce pétrole et ce mazout, il suffit d'en priver les nations belliqueuses et de les contraindre ainsi à la Paix. Il fallait seulement y penser.

Le succès fut considérable. Tous les plans de paix intégrèrent un petit paragraphe sur la confiscation du pétrole et du mazout. Les pacifistes qui se réclament des partis ouvriers « marxistes » ou « anarchistes » poussèrent eux aussi un soupir de soulagement : enfin un « truc » facile qui ne faisait plus appel à la préparation de la révolution socialiste. L'enthousiasme gagna jusqu'aux partis d'Union sacrée ; le Parti socialiste et le Parti communiste reprirent à leur compte le mot d'ordre : « Ni pétrole, ni mazout ! » Quelle formidable force d'expansion pour un mot d'ordre pacifiste !

Seuls quelques mauvais coucheurs boudaient : « Qu'entendez-vous par : « nations belliqueuses » ? Pour vous comme pour Kerillis, Thorez, Daladier ou Blum, il s'agit évidemment des impérialismes vaincus à Versailles et qui, aujourd'hui, relèvent la tête. Votre « plan de paix » n'est donc pas autre chose qu'une machine de guerre au service des impérialismes versaillais. Il s'agit d'écraser les impérialismes adverses, privés de matières premières, par une guerre économique bien orchestrée. Inutile de chercher davantage pourquoi socialistes et communistes d'empire ont emboîté le pas à une telle campagne »

Tout ce que les impérialistes conséquents pouvaient reprocher à un tel plan de guerre économique c'était d'être utopique comme en général toutes les solutions techniques « de génie » aux grands problèmes économiques et sociaux. Et d'abord qui pourrait garantir qu'une si gigantesque guerre économique resterait éternellement sur le terrain économique ? L'impossibilité technique où se trouveraient les vaincus de Versailles de se procurer des carburants ? Comme si, dès maintenant, le progrès technique ne permettrait pas la production industrielle massive de l'essence synthétique en cas de besoin !

Vinrent les épreuves de septembre. Valois brandit son plan de paix. Il l'offrit à Daladier : « Plan pour une victoire sans guerre ». Une affaire comme on voit ! Cette fois, ouvertement. Valois amenait son plan de guerre, comme une pièce d'artillerie dans l'arsenal de l'Empire français.

Un plan de paix amélioré du reste, comme il nous l'explique dès le 12 septembre à un meeting du P.S.O.P. Le plan est complété par une « puissante armée », moderne et bien entraînée. Pas une armée de guerre, bien entendu. Une armée strictement défensive -- pacifique comme Valois et son plan de guerre économique.

Hélas ! Daladier n'a pas fait confiance au plan de victoire

miraculeuse. Du coup, Valois et Nouvel Age deviennent les farouches ennemis du compromis. Le 1^{er} octobre, Rodrigues -- l'homme « de gauche » pourtant, à Nouvel Age -- pleure sa guerre manquée et exhorte Daladier à l'attaque : « **Voici à nouveau l'occasion dontée aux nations dites démocratiques (textuel !)** pour en finir avec le fascisme. L'agression odieuse de l'Allemagne hitlérienne a dévoilé les yeux des plus aveugles... Alors, que signifie la recherche d'un compromis ? » A Berlin ! A Berlin ! Et de pourfendre les Munichois et autres « pseudo-pacifistes devenus les fourriers de l'hitlérisme », comme dit Valois de Emery -- avec une ardeur qui ne le cède en rien aux Péri et autres Kérillis.

Bien malin qui saurait distinguer leur langage de celui de ces Messieurs. Écoutons par exemple Rodrigues adjurer les parlementaires sur la question d'Espagne : « **Militairement, elle (la France) peut être attaquée sur trois fronts. Maritiment, elle risque d'être coupée de ses colonies sud-africaines (sic). Tout cela, vous le savez, vous le réprouvez. Que faites-vous contre les auteurs responsables d'une telle catastrophe ?... Vous admettez que les démocraties refusent le secours qui leur est offert contre les dictatures** » (N.A., 7 février 1939). Rien n'y manque comme on voit. Le tour d'escamotage s'est opéré en trois temps :

Premier temps : Contre la guerre, ni pétrole, ni mazout !

Deuxième temps : La guerre la plus sûre est la guerre économique avec le pétrole et le mazout.

Troisième temps : En avant pour la guerre, aux côtés de « nos » démocraties du pétrole et du mazout !

Qu'en pensent les bons camarades qui traitaient les léninistes de « sectaires » et de « bellicistes » pour leur opposition à ce charlatanisme « pacifiste » ?

LA PAIX AVEC UNE CARTE ET DES CISEAUX

OU LE CHARLATAN BERGERY

Non moins significative l'évolution de cet autre apôtre de la Paix qu'était le citoyen Bergery. Sans doute Bergery n'avait jamais caché, à l'avance, qu'en cas de guerre il se mettrait délibérément aux côtés de l'impérialisme français -- dont il votait, comme tout le monde, les crédits militaires et auquel la Flèche prodigue les conseils techniques. Mais quel pacifiste enragé c'était, tout de même ! Pour éviter jusqu'au plus petit risque de guerre, il était prêt à proposer à l'impérialisme français de faire toutes les concessions -- toutes les concessions compatibles avec « l'honneur national », s'entend. C'est-à-dire qu'il était prêt à céder à Hitler la Tchécoslovaquie, les ouvriers d'Espagne et même une partie des nègres des colonies jadis allemandes.

C'est dans cet esprit qu'il se rangea délibérément, en septembre, aux côtés des « Munichois » -- c'est-à-dire des impérialistes français partisans du pacte à quatre. En même temps, la « Flèche » orchestrait la naissance pompeuse d'un plan de paix génial. Un plan de paix ! Enfin ! On était sauvé.

Le plan de Bergery était un peu plus compliqué, il est vrai, que celui de Valois : « **Je donne les Sudètes à l'Allemagne**, disait-il en substance, ce qui était du reste une façon de parler. **J'y ajoute, pendant que j'y suis, le couloir de Dantzig. Les Polonais protestant, on les console avec la Lithuanie ; les Lithuaniens protestant, on les calme en faisant de la Pologne une nouvelle Suisse fédérative. Il ne reste plus également qu'à transformer la Tchecoslovaquie également en république fédérative et à convoquer une conférence économique** ». Chacun sait que les conférences de ce genre sont précisément ce qui nous manquait. Dès lors la paix est assurée.

Un plan génial. Bergery l'aurait sûrement complété s'il avait su qu'il existait aussi un problème Ukrainien, un problème Slovaque, un problème de l'irrédentisme hongrois, de l'irrédentisme italien, de la Croatie, de l'Irlande, des Balkans, de l'Adriatique; du canal de Suez, de la Palestine, de l'Irak, de la Chine, du Pacifique, de l'Amérique du Sud ; s'il avait su que chaque coin de terre constitue un problème particulier, sans compter quelques problèmes accessoires comme l'hégémonie mondiale et l'agonie gigantesque de l'Impérialisme. Pour régler tout cela, il suffisait à Bergery d'un planisphère, d'une paire de ciseaux et d'un peu d'imagination. Avec une bonne petite armée quand même, comme surcroît de précaution.

A la réflexion, du reste, c'est surtout sur cette armée que Bergery s'est résolu à compter. Il faut bien payer la note de Munich. Non seulement en sacrifiant les ouvriers d'Espagne et de France, mais aussi en acceptant le repli sur **notre** empire, pour écouler les marchandises de **nos** industriels. Et voilà « La Flèche » qui entonne avec Daladier l'hymne à l'Empire : « **Défendons les routes impériales ! Pas un pouce des possessions françaises ! Veillons au salut de l'empire !** »

Ah ! Mussolini en veut, des colonies ? Rien à faire ! Il n'est du reste pas assez fort pour les prendre seul. Il faut répondre à sa mobilisation partielle par une mobilisation identique. Bien plus : Il faut occuper militairement Minorque (alors républicain) jusqu'à ce que les Italiens se retirent de Majorque. Cette fois, Bergery ne craint plus la guerre. C'est qu'il s'agit maintenant de Djibouti, des actions du canal de Suez et de l'empire colonial.

Dès lors il est prêt -- comme il l'exposait le 25 janvier aux frontistes de Mantes -- même à utiliser les ouvriers espagnols. Pas dans leurs pays, bien sûr et moins encore en France : ce serait trop dangereux. Mais en Tunisie et près de Djibouti. Il est prêt à proposer qu'on les y installe, mettant à profit leur haine

du fascisme et de Mussolini, pour qu'ils défendent avec leurs poitrines les possessions de l'impérialisme français (1).

EMERY POUR LA PAIX RESTE LA CARTE COLONIALE

Prenons enfin un autre charlatan pacifiste -- encore pacifiste au moment où nous écrivons -- celui-là même qui apparaît comme le chef des « pacifistes pro-hitlériens » dénoncés par Valois : le citoyen Emery, lieutenant de Bergery et syndicaliste des « **Nouveaux Cahiers** » (du Comité des Forges), Emery est surtout connu par l'insistance avec laquelle il incite la classe ouvrière à supporter les conséquences économiques et sociales de Munich, qu'il avait approuvé chaleureusement. Sous prétexte de lutter contre l'emprise staliniste dans la C.G.T., il aide Daladier à écraser la classe ouvrière le 30 novembre -- poussant le syndicat du Rhône à éditer un manifeste contre l'obéissance au mot d'ordre de grève -- et le parti frontiste à placarder, le 29 novembre, un appel à briser la grève. Singulier moyen de préparer la paix, que d'affaiblir la seule force conséquente contre l'impérialisme : le prolétariat.

C'est que Emery, lui aussi, se différencie des « bellicistes », non par le but (les intérêts de « la patrie », de « l'Empire », c'est-à-dire de l'Impérialisme français) mais par les moyens opportuns -- dans une période donnée -- pour la défense de ces intérêts. La justification même de ce pacifisme montre bien qu'il ne s'agit là que d'une tactique jugée plus favorable et qui peut se changer en une tactique opposée dès que les circonstances « l'exigeront » -- comme pour Valois et Bergery.

Cette justification nous est amplement donnée dans la revue d'Emery « **Feuilles Libres** », du 30 novembre 1938, sous la plume de son collaborateur Liénert. Le titre de l'article résume l'argumentation : « **Impuissance d'une France forte** » : « **Au dernier moment, on s'apercevra de nouveau que l'armée allemande est bien supérieure à la nôtre, son aviation incomparablement plus puissante malgré nos efforts (!), que l'Angleterre peut à grand peine nous envoyer quelques divisions, que l'opinion américaine n'est pas mûre..** »

Ah ! si « nous » étions les plus forts !... Et Liénert conclut par ce qui est le leit-motiv de Emery : « **Si les arguments militaires sont devenus inapplicables pour s'opposer au « *Drang Nach Osten* », qu'on s'engage dans la voie des négociations, devenue aujourd'hui seule politique réaliste** ».

(1) Tout dernièrement l'orientation de Bergery se précise pour le rassemblement français. Avec les hobereaux à la Leroy-Ladurie. Enfin, avec le fasciste notoire Scapini ! Bergery, comme on voit, s'engage nettement sur la voie de Doriot.

Emery précise : « Ici **NOUS** avons choisi. La carte coloniale reste très exactement la seule que **NOUS** puissions encore jouer, puisque **NOUS** avons laissé tomber toutes les autres. C'est seulement sur ce terrain que **NOUS** pouvons prendre des initiatives hardies... Si les gouvernements ne veulent pas s'engager sur cette voie... il ne reste plus que l'épreuve de force. (Feuilles Libres, même numéro).

Inutile d'ajouter que dans cette « épreuve de force » (quel joli mot !) Emery sera aux côtés de l'impérialisme (« notre empire ») comme il est à ses côtés dans l'épreuve diplomatique. Seulement il préférerait un autre système d'alliances. Comme Bergery, il préconise : « **la dénonciation radicale des Pactes Orientaux** » (L.F., 30-11), c'est-à-dire du Pacte franco-russe. Il est partisan d'une « Conférence à Quatre et de la formation d'un « Pacte à Quatre » : que nous importe l'Ukraine ? Pour ça, il « **enregistre avec satisfaction les discours modérés et pacificateurs d'Hitler et de Chamberlain les 30 et 31 janvier** ». Hitler et Mussolini, Daladier et Chamberlain : avec de pareils champions, la paix est, en effet, bien protégée.

On voit en quoi consiste le conflit qui oppose violemment Valois (rallié au bloc franco-russe) à Bergery et à Emery. D'accord hier sur un « plan de paix » -- c'est-à-dire pour préconiser la guerre économique -- ils sont en opposition quand il s'agit de savoir **avec quels alliés on doit faire la guerre ?** Quant au conflit Emery-Bergery (concessions « pacifistes » ou agressivité belliqueuse), il reste recondaire : les deux « chefs » frontistes continuent à se couvrir de fleurs.

PACIFISTES D'EMPIRE

Bien secondaire, en vérité, les divergences entre les foudres de guerre capitalistes et les pacifistes bourgeois faiseurs de miracles. Droite et gauche, extrême droite et extrême gauche, tous les partis bourgeois deviennent alternativement l'un et l'autre, suivant les détours de la politique du moment. Mais tous sont unis par leur attachement inconditionné à la patrie bourgeoise. Les pantins pacifistes peuvent bien tromper quelque temps les travailleurs d'avant-garde par leurs paroles radicales et leurs déclarations d'amour à la « Paix ». La guerre venue, ou même avant, leur masque tombe. Ils apparaissent avec leur vrai visage impérialiste. Quant aux prolétaires révolutionnaires -- qui méprisent leurs larmes hypocrites -- ils apparaissent comme les seuls adversaires conséquents de la guerre impérialiste. Eux luttent contre leur propre impérialisme, pour sa défaite, pour la révolution socialiste et, fraternisant au-dessus des frontières capitalistes, ils forgent l'arme de la libération, l'Internationale révolutionnaire.

Ivan CRAIPEAU.

POINTS DE DOCTRINE

« Recettes de Paix » ou lutte contre l'Impérialisme

« Tout parti désireux d'appartenir à la III^e Internationale est tenu de dénoncer, autant que le social patriotisme avoué, le mensonge et l'hypocrisie du social pacifisme ; il s'agit de démontrer systématiquement aux ouvriers que, sans le renversement révolutionnaire du capitalisme, nulle cours d'arbitrage internationale, nul débat sur la réduction des armements, nulle réorganisation « démocratique » de la Société des Nations, ne sauraient préserver l'humanité de nouvelles guerres impérialistes. » (6^e condition d'admission à l'Internationale Communiste.)

Causé par le recul international du mouvement ouvrier, un grand désarroi se manifeste, même dans l'avant-garde prolétarienne. On tend à rejeter la responsabilité des échecs sur la stérilité des théories classiques de la révolution ; on se met en quête de recettes nouvelles (en réalité, usées jusqu'à la corde) qui seront des armes plus efficaces contre l'ennemi. En particulier, le danger de guerre, et le sentiment d'impuissance du prolétariat devant la menace du conflit impérialiste, redorent le blason du vieux « social-pacifisme » qui vient, sous des parures nouvelles, prêcher le désarmement ; les conférences de paix ; la redistribution des matières premières ; le partage des colonies, etc., etc. ; et, tantôt cyniquement, tantôt honteusement, appauidit les Munich d'hier et de demain.

Issu de la bourgeoisie, ce pacifisme vient, avec l'aide des chefs réformistes, corrompre de larges couches de la classe ouvrière et pénétre même très loin dans l'avant-garde. Des mouvements comme le « Centre syndical d'action contre la guerre » ne se justifient que par lui. C'est pourquoi les marxistes doivent inlassablement le dénoncer, afin de remettre en mémoire et en honneur la seule théorie valable de lutte révolutionnaire contre la guerre ; celle que Lénine, Liebknecht et Luxembourg ont expliquée et pratiquée. Aujourd'hui encore, ce que disait Zinoviev en août 1915 demeure actuel : « Le mot d'ordre » de la paix est, pour les marxistes révolutionnaires, une question beaucoup plus grande qu'on ne le croit parfois. Le débat se ramène, en réalité, à un problème de lutte contre l'influence bourgeoise dans le mouvement ouvrier, à l'intérieur du socialisme ».

LE PACIFISTE ET LE MARXISTE FACE A LA GUERRE IMPERIALISTE

Un abîme infranchissable sépare pacifisme et marxisme. En premier lieu, dans la manière même de poser les questions.

Le pacifiste est littéralement hypnotisé par la menace de guerre. Il est incapable, même d'essayer d'en comprendre les origines et le mécanisme ; d'analyser le caractère fondamental du conflit, en fonction des intérêts des travailleurs ; d'engager contre elle une lutte efficace par une mobilisation des masses dans une lutte de classe d'envergure.

Il se contente de demander, avec des intonations pathétiques, au président du Conseil et à ses ministres d'empêcher la guerre : d'y mettre fin, de négocier, de désarmer, d'accorder à l'adversaire (l'adversaire de « son » pays, bien entendu) les concessions demandées par lui, etc... Bien entendu, le président du Conseil se montre parfaitement d'accord pour tout faire, lui aussi, afin de barrer la route à la catastrophe. En échange le pacifiste lui accorde sa confiance et si la guerre éclate néanmoins, il déclare « nous avons fait ce que nous avons pu. Mais notre adversaire n'a rien voulu savoir. Maintenant au nom de cette paix dont nous sommes les défenseurs, il ne nous reste qu'à combattre jusqu'à la victoire ». Ainsi, 99 fois sur 100, le social pacifiste se mue en social-patriote.

Toute autre est l'attitude du marxiste. Bien sur, il n'est pas indifférent aux souffrances effroyables qui sont le cortège des guerres modernes. Mais c'est d'une manière générale tout le régime capitaliste qui, dans tous les domaines (aussi bien par l'oppression coloniale en temps de « paix », que par la guerre impérialiste) apporte d'innombrables souffrances aux exploités. « Si la guerre actuelle n'inspire aux socialistes chrétiens réactionnaires, aux petits bourgeois pleurnichards que de l'épouvante et de l'horreur, que du dégoût pour l'emploi des armes, que de la répulsion devant le sang et la mort, nous autres, nous avons le devoir de dire : la société capitaliste a toujours été et sera toujours une HORREUR SANS FIN ». (Lénine, oct, 1916).

Il s'agit donc, non d'une lutte limitée contre la guerre, mais d'une mobilisation de tous les exploités, contre tout le régime ; en temps de paix comme en temps de guerre, afin de le renverser, lui et ses horreurs. Et c'est là, en fin de compte, la seule lutte efficace contre la guerre.

C'est pourquoi, faire en quoi que ce soit, de quelque manière que ce soit, et si peu que ce soit confiance aux impérialistes pour empêcher la guerre ; les supplier de négocier, désarmer, se mettre d'accord, c'est proprement jouer des Grébouilles de la lutte pour la paix : se plonge dans l'eau jusque par-dessus la tête pour éviter la pluie.

*
**

VERITABLE ROLE DU PACIFISME

Si les prédictions pacifistes étaient seulement inopérantes, le mal ne serait pas grand ; mais elles détournent les masses des luttes efficaces, dissimulent les données véritables du problème et par là, rendent un service insigne aux impérialistes. C'est pourquoi, Luxembourg et Liebknecht, Lénine et Zinoviev, en pleine guerre, frappaient indistinct-

tement social-chauvins et pacifistes. Lénine les met dans le même sac : « En cela réside le caractère tragico-comique des manifestations de Turati et Kautsky qu'ils ne comprennent pas le rôle qu'ils jouent réellement en politique : un rôle de curés consolant les peuples au lieu de les entraîner à la révolution ; un rôle d'avocats bourgeois dont les phrases ronflantes sur de belles choses en général et sur la paix démocratique en particulier, dissimulent, déguisent l'affreuse laideur d'une paix impérialiste qui mettra les peuples à l'encan et servira au démembrement des nations (tout cela conviendrait aussi assez bien à la paix de Munich, n'est-ce pas ?)

En cela réside l'unité de principe des social-chauvins (Plekhanov et Schmidmann) et des social-pacifistes (Turati et Kautsky) que les uns et les autres, objectivement parlant, sont les serviteurs de l'impérialisme : les uns le « servent » en présentant la guerre impérialiste comme la « défense de la patrie » ; les autres servent le même impérialisme en déguisant par des phrases sur la paix démocratique, la paix impérialiste qui s'annonce aujourd'hui ». (Lénine, 31 janvier 1917).

NEGOCIEZ VIVIANI, NEGOCIEZ DALADIER !

Demander aux chefs des gouvernements impérialistes de négocier, cela signifie clairement : nous croyons — et nous voulons faire croire à la classe ouvrière — que Clémenceau, Lloyd George et Hindenburg ; que Daladier, Chamberlain, Hitler peuvent, par des conversations arriver à des solutions pacifiques et équitables ; que les impérialismes ne sont pas nécessairement amenés à la guerre ; et que la simple revendication par le prolétariat de négociations entre ces messieurs suffit à assurer la paix ». En réalité, une analyse de l'impérialisme montre que ce régime conduit inéluctablement les nations de proies à se jeter sur les plus faibles, puis à se heurter et se déchirer entre elles. Bien sûr, certains conflits peuvent se régler pacifiquement par des négociations. Mais de quoi dépend le caractère pacifique ou, au contraire, belliqueux du règlement des antagonismes internationaux ? Est-ce du fait que les représentants ouvriers seront venus, chapeaux bas, conseiller plutôt la paix, ou plutôt la guerre ? Non ! Mais seulement, d'une part, de l'appréciation des forces impérialistes en présence dans chaque camp et d'autre part, de la pression exercée, sur chaque gouvernement par la lutte de classe ; pression, d'autant plus insignifiante que les chefs ouvriers, au lieu de conduire les masses à la lutte, se contentent de gémir, d'implorer et de se pendre aux basques des ministres (qu'ils se nomment Viviani ou G. Bonnet).

Et, en tout cas, les traités ainsi conclus entre brigands impérialistes ne peuvent en aucun cas comporter la complicité de la classe ouvrière car « les groupes capitalistes qui ont répandu tant de sang pour enlever des territoires, des marchés et des concessions déterminées, ne peuvent conclure une paix honorable. Ils ne peuvent conclure qu'une paix honteuse, une paix pour le partage de leur butin. » (Lénine, 25 mars 1917.) Leur réclamer une paix qui serait autre chose que cela, « c'est perdre son temps, exactement comme si l'on prêchait la vertu aux tenanciers de maisons publiques.

C'est pourquoi, écrit Lénine, « notre programme de paix » doit consister à expliquer que les puissances impérialistes et la bourgeoisie impérialiste ne peuvent donner une paix démocratique. Il faut cher-

cher cette paix et l'obtenir, mais non sur des positions en arrière, dans l'utopie d'un capitalisme qui ne serait pas impérialiste, ou de nations égales en droit sous le capitalisme, mais en avant dans la révolution socialiste du prolétariat. Pas une revendication radicale de la démocratie n'est réalisable avec ampleur et solidité dans les Etats impérialistes les plus avancés autrement qu'à travers les batailles révolutionnaires menées sous les étendards du socialisme. »

D'une manière, peut-être plus directe encore, Rosa Luxembourgeois dénonce les partisans, dans le camp ouvrier, des traités de paix impérialistes. Ce texte semble, tout exprès écrit contre les « munichois » : « L'action en faveur de la paix, à la manière de Stockholm, qui consiste à vouloir concilier les gouvernements belligérants, trouver des formules acceptables pour tous sur les buts de la guerre et garder l'équilibre entre les différents Etats impérialistes, n'est qu'une politique purement bourgeoise. La politique du prolétariat conscient, dans son action pour la paix, doit suivre une voie entièrement différente.

Le socialisme international n'a aucun intérêt à ce que les gouvernements impérialistes trouvent un terrain où ils fassent la paix de leur propre initiative. Ce que le prolétariat doit faire, au contraire, c'est d'empêcher que la paix se fasse de cette manière, c'est-à-dire qu'elle soit l'œuvre des gouvernements capitalistes. Le seul devoir et l'intérêt vital du socialisme international consiste pour le moment à faire que la paix soit l'œuvre du prolétariat international et le résultat de son action révolutionnaire, qu'elle soit obtenue en luttant contre les gouvernements capitalistes, qu'elle résulte de la puissance acquise par le prolétariat, et qu'elle aboutisse à un changement radical dans la situation sociale et politique des Etats capitalistes.

Du point de vue du prolétariat conscient, il n'y a pas d'autre moyen pour mettre fin à la tyrannie impérialiste que la résistance ouverte des masses du peuple, résistance qui, en même temps, devra s'élargir et devenir une lutte pour la conquête du pouvoir politique. »

LE DESARMEMENT

La revendication du désarmement est une des plus séduisantes et des plus trompeuses parmi celles que les social-pacifistes mettent en avant. Rosa Luxembourgeois, comme Lénine, a dévoilé le caractère mensonger d'un tel mot d'ordre. Voici comment elle condamne ces billevesées : « L'impérialisme de tous les pays ne connaît pas de conciliations ; il ne connaît qu'un seul droit : le profit du capital ; qu'une seule langue : l'épée ; qu'un seul moyen : la violence. Et s'il parle en ce moment dans tous les pays, chez vous comme chez nous, de la « Société des Nations », du « désarmement », du « droit des petites nations », du « droit de libre disposition des peuples », ce ne sont que des phrases mensongères, dont les dirigeants sont coutumiers pour endormir la vigilance du prolétariat. »

Lénine, de son côté, met clairement en évidence, les dangers de ces mensonges : « Lorsque Kautsky prêche le « désarmement », s'adressant aux gouvernements actuels des grandes puissances impérialistes, il fait preuve du plus grossier opportunisme, d'un pacifisme bourgeois qui, en réalité, en dépit des « excellentes intentions » de nos doux rêveurs kautskystes sert à détourner les ouvriers de la lutte révolutionnaire. En effet, par cette prédication, on inculque aux ouvriers l'idée que les gouvernements bourgeois actuels, dans les puissances impé-

rialistes, ne sont pas entravés par les milliers de fils du capital financier, et par d'innombrables traités secrets, conclus entre eux, ayant fins le pillage, le brigandage, et préparant la guerre impérialiste. »

Bien entendu, ce que dit ici Lénine sur le désarmement est tout aussi valable, pour les nouvelles « solutions » visant à transformer les antagonismes fondamentaux des impérialismes, en une coopération harmonieuse et pacifique : redistribution des matières premières : repartage des colonies, etc., etc...

On voit ainsi que la lutte contre la guerre impérialiste, doit être aussi une lutte contre le pacifisme, de quelque masque qu'il se revête. Il n'y a pas d'autre panacée, pas d'autre recette magique, pas d'autre solution « réaliste », que la lutte révolutionnaire de chaque prolétariat contre son propre impérialisme. Et tout le reste n'est que trompe l'œil, et poudre aux yeux.

HENRIC.

LA MORALE REVOLUTIONNAIRE

LEON TROTSKY

La fin et les moyens

Le moyen n'est à justifier que par le but poursuivi. Mais le but lui-même a besoin d'une justification. Du point de vue marxiste, qui représente les intérêts historiques du prolétariat, le but est justifié s'il contribue à augmenter le pouvoir de l'homme sur la nature et à détruire le pouvoir de l'homme sur l'homme. « Cela signifie donc que tout ce qui mène à ce but est permis ? » demandera le philistin d'une façon sarcastique — et il prouvera par cela n'avoir rien compris. Est permis, répondons-nous, ce qui amène vraiment la libération de l'humanité. Comme ce but ne peut être atteint que par la révolution, la morale libératrice du prolétariat a forcément un caractère révolutionnaire. Elle ne s'oppose pas seulement à n'importe quel dogme religieux, mais aussi implacablement à tout fétichisme idéaliste, ce gendarme philosophique de la classe dominante. Ses règles dérivent des lois du développement social, donc de prime abord de la lutte de classes, loi suprême.

« Tout va bien », répondra le moraliste entêté, « mais est-ce que cela signifie que dans la lutte contre les capitalistes tous les moyens sont permis : mensonge, duperie, trahison, meurtre, etc ? » Ne sont permis et obligatoires, répondrons-nous, que ces moyens et ceux-là seulement, qui remplissent le cœur d'une hostilité irréconciliable contre l'oppression, qui augmentent le courage et la volonté de sacrifice dans la lutte. Donc, tous les moyens ne sont pas permis. Si nous disons, le but justifie les moyens, nous tirons les conclusions suivantes : le grand but révolutionnaire condamne les bas moyens qui excitent une partie du prolétariat contre l'autre, ou qui prétendent rendre les ouvriers heureux à leur insu, ou qui abaissent la confiance des masses

en elles-mêmes et la foi dans leur organisation et les remplacent par le culte du « chef ». De prime abord et par principe, la morale révolutionnaire repousse la servilité envers la bourgeoisie et l'orgueil envers les ouvriers, c'est-à-dire ces qualités dont sont imprégnés les pédants petits-bourgeois et les moralistes.

Ces critères ne donnent évidemment pas une réponse complète à la question, à savoir ce qu'il est permis dans chaque cas particulier et ce qui ne l'est pas. On ne peut pas donner des réponses aussi automatiques. Les problèmes de la morale révolutionnaire sont liés aux problèmes de la stratégie et de la tactique révolutionnaires. Seulement l'expérience vivante du mouvement ouvrier, à la lumière de la théorie, donne la réponse correcte.

Le matérialisme dialectique ne connaît pas de dualisme entre but et moyens. Le but est la conséquence naturelle du procès historique. Les moyens sont subordonnés d'une façon organique au but. Le but immédiat devient le moyen d'un but plus éloigné. Dans son drame « Franz von Sickingen », Ferdinand Lassalle fait dire à un des héros les paroles suivantes :

« Ne montre pas seulement le but, mais aussi le chemin.

Car chemin et but sont aussi liés ici-bas,

Que l'un change toujours avec l'autre,

Et un chemin changé produit un but changé ».

Les vers de Lassalle ne sont pas du tout parfaits. Mais ce qui est plus grave, c'est que Lassalle lui-même s'écarte de la règle indiquée plus haut, dans sa politique pratique — il suffit de rappeler qu'il se compromet dans des négociations secrètes avec Bismarck ! Mais le rapport dialectique entre moyen et but est bien précisé dans les phrases citées plus haut. Il faut semer du froment pour en récolter.

Du point de vue de la « morale pure » par exemple, la terreur individuelle est-elle permise ou interdite ? Sous cette forme abstraite le problème n'existe pas pour nous. Les citoyens conservateurs de la Suisse font encore aujourd'hui officiellement l'éloge du terroriste Guillaume Tell. Nos sympathies vont ouvertement du côté des nationalistes irlandais, russes, polonais et hindous dans leur lutte contre l'oppression nationale et politique. Kirov assassiné — satrape brutal — ne provoque aucune sympathie auprès de nous. Notre opinion sur le meurtrier ne reste neutre que parce que nous ne connaissons pas ses motifs. Si nous apprenions que Nicolaïev a vengé consciemment la diffamation des droits ouvriers de la part de Kirov, nos sympathies iraient parfaitement du côté du meurtrier. Ce ne sont pas les motifs personnels, mais la conformité au but qui est décisive pour nous. Le moyen employé mène-t-il vraiment au but ? Et la théorie et la pratique prouvent que, quant à la terreur individuelle, ce n'est pas le cas. Nous disons au terroriste : il est impossible de remplacer les masses ; ce n'est que dans le mouvement des masses que tu peux trouver une expression utile de ton héroïsme. Dans les conditions de la guerre civile, l'assassinat d'opresseurs cesse d'être un acte de terreur individuelle. Supposons qu'un révolutionnaire fasse un attentat contre le général Franco et sa suite : ceci ne provoquerait même pas du côté des eunuques démocratiques un dédain moral. Dans les conditions de la guerre civile, un tel acte serait parfaitement justifié. Ainsi les jugements moraux absolus se montrent inqualifiés dans la question la plus grave — le meurtre de l'homme par l'homme. Les appréciations

morales sont aussi bien que les appréciations politiques le résultat des nécessités intérieures de la lutte.

La libération des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. C'est pourquoi il n'y a pas de crimes plus grands que ceux-ci : tromper les masses, faire passer des défaites pour des victoires et des amis pour des ennemis, corrompre les meneurs d'ouvriers, fabriquer des légendes, monter de faux procès — bref : faire ce que font les staliniens. Ces moyens ne peuvent servir qu'un seul but : prolonger la domination d'une clique qui est déjà condamnée par l'histoire. Mais ils ne peuvent pas servir à libérer les masses. C'est pourquoi la IV^e Internationale mène une lutte à mort contre Staline.

Les masses, évidemment, ne sont pas du tout infaillibles. Loïn de nous de les idéaliser. Nous les avons vues dans des conditions bien diverses, à des époques différentes et, de plus, pendant des secousses politiques extrêmement graves. Nous avons fait connaissance de leurs côtés forts et faibles. Leurs côtés forts : Audace, volonté de sacrifice, héroïsme ont toujours trouvé leur expression consciente dans les époques révolutionnaires. A cette époque les bolcheviks se trouvèrent à la tête des masses. Puis commença un autre chapitre de l'histoire qui révéla les côtés faibles des opprimés : irrégularité, manque de culture, champ d'observation trop restreint. Les masses relâchèrent après la tension, furent déçues, perdirent la confiance en elles-mêmes et ouvrirent la voie à la nouvelle aristocratie. A cette époque, les bolcheviks (« trotskystes ») furent isolés des masses. Nous avons vécu deux grands cycles historiques de ce genre : 1897-1905, années de la marée haute ; 1907-1913, années de la marée basse ; 1917-1923, la période d'une montée sans exemple dans l'histoire, finalement une nouvelle période de réaction qui, actuellement, n'est pas encore finie. Dans ces événements importants, les « trotskystes » apprirent le rythme de l'histoire, c'est-à-dire la dialectique de la lutte des classes. Ils apprirent également et dans une certaine mesure, avec succès, semble-t-il, comment subordonner leurs plans et programmes personnels à ce rythme objectif. Ils apprirent à ne pas désespérer du fait que les lois de l'histoire ne dépendent pas de leur goût personnel et ne suivent pas la voie indiquée par leurs critères moraux. Ils apprirent à subordonner leurs désirs personnels aux lois de l'histoire. Ils apprirent à ne pas se laisser effrayer par les ennemis les plus puissants, si leur pouvoir est contraire aux lois du développement historique. Ils savent nager contre le courant, sûrs que la nouvelle montée historique les portera à l'autre rive. Tous n'arriveront pas à cette rive, beaucoup se noieront. Mais participer à ce mouvement les yeux ouverts, résolus, il n'y a que cela qui puisse donner la satisfaction morale suprême à un être qui pense !

Coyoacan D.F., 16 février 1938.

(Traduit de l'allemand par H. R. Extrait de l'étude de Léon Trotsky « *Leur Morale et la nôtre* », parue in-extenso, dans « *Unser Wort* »), organe des communistes internationalistes allemands).

P.-S. — *J'ai écrit ces lignes quand, à mon insu, mon fils était aux prises avec la mort.*

C'est à sa mémoire que je dédie cette petite étude qui, j'espère, aurait trouvé son approbation.

Léon Sédov fut un véritable révolutionnaire qui méprisa les pharisiens.

I. T.

Bilan de défaites Perspective de lutte

Que sont devenues les conquêtes socialées de juin 1936 ? Les quarante heures ont disparu dans presque toutes les corporations. Le droit syndical est battu en brèche, les meilleurs militants sont renvoyés. Les rajustements de salaires sont obtenus au compte-goutte et ne correspondent en rien à la hausse du coût de la vie.

Est-ce la combattivité des ouvriers ou la façon de préparer les masses à la lutte contre le patronat qu'il faut incriminer ?

Jetons un rapide coup d'œil sur les événements qui se sont déroulés depuis quatre années pour donner une réponse à cette question.

La première trahison date de 1935. La signature du pacte Laval-Staline et la déclaration sensationnelle de ce dernier habilitent le chef du gouvernement français à rédiger sans s'émouvoir les décrets du 17 juillet 1935. Les fonctionnaires, ouvriers d'arsenaux des services publics, etc., s'approprient à la lutte. Premier freinage qui aura pour conséquences les émeutes sanglantes de Brest et de Toulon dont le Front populaire naissant partagera avec Laval la responsabilité de la répression.

Préparons plutôt la « victoire » électorale. « Daladier au pouvoir ! »

Mai-juin 1936, pour la première fois, en France, un socialiste sera le chef du gouvernement. Les travailleurs, fidèles aux enseignements de l'histoire préfèrent passer à l'action et voici les grèves avec occupations d'usine. Tout est possible s'il y avait une C.G.T. lutte de classe et un parti révolutionnaire. Les patrons rentrent leurs griffes et acceptent la « dictature » des délégués cégétistes. Ils savent que cela ne durera pas longtemps. Effectivement, les accords Matignon consacrent des augmentations minimales de salaires, pour la plupart déjà obtenues par l'action de masse et constituent le point de départ de la politique de pause.

Les ouvriers sont invités à quitter les usines car la légalité doit leur accorder les rajustements demandés.

La C.G.T. recrute, les salariés, les moins avancés, même des fascistes — dans la banque, l'assurance, le commerce — veulent adhérer. 5 millions de syndiqués. La « promotion Blum » accepte très facilement de considérer le syndicat comme un organisme d'assurances et de secours mutuels. Les dirigeants, les ex-confédérés, comme les ex-unitaires favorisent cette tendance de collaboration de classes. Décembre 1936, la C.G.T. et les partis ouvriers désirent l'arbitrage obligatoire. Le réformiste Marcel Roy dira :

« Le patronat ne sollicite pas l'arbitrage, il le subit ! »

Et le stalinien Croizat, secrétaire de la Fédération des métaux, fera chorus :

« ...Nous acceptons de soutenir celui-ci (l'arbitrage) contre les porte-parole des dirigeants de la Confédération générale du Patronat français ».

La camisole de force est passée à la classe ouvrière de par la volonté de ses dirigeants.

Ceux-ci persisteront à l'occasion de la discussion du statut moderne du travail au printemps 1938. Un secrétaire confédéral signale « à l'opinion publique les singuliers retards apportés au vote du code de paix sociale pour parler comme M. Chautemps » (1).

La C.G.T. est désormais intégrée dans l'appareil d'Etat, serviteur du patronat.

Pour la première fois dans la métallurgie, une atteinte est portée aux quarante heures à la suite des grèves de mars-avril 1938. La sentence Jacomet permet les dérogations dans l'aviation et le syndicat considère la sentence comme une grande victoire.

Les travailleurs des autres corporations en supporteront les conséquences et les décrets Paul Reynaud du 12 novembre 1938 retirent aux exploités tout ce qu'ils avaient conquis deux années auparavant.

La C.G.T. ne peut empêcher la protestation et c'est la grève du 30 novembre dont il ne faut pas imputer l'échec seulement aux erreurs tactiques mais surtout à toute la politique de collaboration de classe qui l'a précédée.

Il fallait choisir entre l'action de classe et la collaboration de classe. « Mettre les armements de la France au niveau de sa sécurité », implique cette collaboration. La lutte conséquente pour les plus petites revendications immédiates conduit inéluctablement à la lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie et contre l'Etat.

Les dirigeants de la C.G.T. et des partis « ouvriers » ont fait leur choix. Les ouvriers ont été manœuvrés paino-piano. Dans les débuts, la nouveauté de l'arbitrage obligatoire ne s'est pas trop fait sentir, puis au fur et à mesure que l'action de masses s'étiolait, le patronat reprenait courage et réagissait dans les corporations et dans les secteurs les plus vulnérables, pour terminer dans les bastions les plus solides.

Les travailleurs trompés doivent comprendre maintenant pourquoi le Front populaire, c'est-à-dire l'alliance des organisations ouvrières avec l'aide « gauche » de la bourgeoisie a été créée: d'ailleurs ce Front populaire s'est élargi — malgré la division artificielle du Parlement en deux blocs — en union sacrée. Bélin-Delmas s'affirmait ouvertement pour la politique d'armements et Jouhaux-Racamond veut aussi défendre — faire défendre serait plus juste — la démocratie bourgeoise.

Il est curieux de constater que plus les travailleurs trompés acceptent de défendre ce qui ne leur appartient pas, plus le patronat, en accord avec l'Etat bourgeois, leur retire les maigres conquêtes arrachées.

Faut-il désespérer ? Les effectifs syndicaux ont fondu, 5 millions d'adhérents en 1936 ; 2 millions en 1938 ; 1 million peut-être en 1939. Beaucoup de travailleurs se détournent de la lutte. Aucune réaction ne se fait jour contre les licenciements, les condamnations. Répétons qu'il n'y a pas lieu de stigmatiser les ouvriers. Si tous les travailleurs étaient éduqués, il y a longtemps que la révolution aurait été faite. Les dirigeants sont responsables de la faillite actuelle. Ils nous sortent

(1) « Peuple », 2 avril 1938.

maintenant le plan qui était resté en plan. Les exploités ne seront pas dupes. Ils exigeront la lutte pour un programme sérieux de revendications immédiates :

Rajustement et échelle mobile des salaires, basés sur de nouveaux indices établis et contrôlés par les organisations syndicales ;

Résistance contre le préèvement de 2 % ;

Retour aux 40 heures et aux 5/8 ;

Contrôle ouvrier sur la production ;

Abolition du secret commercial.

La classe ouvrière n'est pas irrémédiablement vaincue. Déjà des îlots de résistance se constituent. Les staliniens, contre-révolutionnaires à démasquer — ne parlons pas des réformistes — perdent de leur superbe. L'avant-garde resserre ses liens. Une direction politique révolutionnaire se forge péniblement mais patiemment. Elle s'appuiera sur les minorités syndicales révolutionnaires et sur les paysans travailleurs.

En luttant pour les revendications immédiates citées plus haut, les exploités verront la nécessité de conquérir le pouvoir lui-même.

Sachons préparer un nouvel élan des masses laborieuses et le prochain juin 36 ne sombrera pas dans la collaboration de classes, mais aboutira à la lutte violente contre notre propre bourgeoisie et à la constitution du gouvernement ouvrier paysan.

Les prolétaires des autres pays : Italie, Allemagne, Autriche, Espagne maintenant, ont les yeux tournés vers nous. La clé de la situation internationale est en France. Nous avons de lourdes responsabilités sur les épaules. Nous saurons les assumer.

André CARTON.

DANS LES COLONIES

Les travailleurs de France et d'Algérie devant l'impérialisme

« Un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. » (Marx.)

La situation géographique de l'Algérie, ainsi que ses ressources économiques et militaires, lui confère, dans un prochain avenir, un rôle de tout premier ordre. Sa situation stratégique -- permettant la jonction des possessions françaises de l'Afrique avec la Métropole -- la chair à canon qu'elle peut fournir et ses matières premières en font une pièce maîtresse du système impérialiste français. Objet de conquête, elle sera utilisée comme moyen de rapine dans le prochain carnage, tout comme en 1914.

Thorez et après lui Jouhaux, y ont entrepris récemment des voyages de propagande. Dans le but peut-être d'y poursuivre une agitation sociale contre l'impérialisme français ? Hélas !

Les coryphées du « Front populaire » y sont allés pour « resserrer l'union entre les peuples d'Algérie et la Métropole ». Après Daladier, parlant officiellement et ouvertement au nom de l'impérialisme français, Thorez est parti faire œuvre de dupeur, parler « démocratie », « union contre le fascisme hitlérien », etc.

Les comptes rendus de « l'Humanité » nous disent les nombreuses délégations dont il reçut la visite, les cadeaux qui lui ont été offerts ; il reçoit des fleurs en souriant ; des photos le montrent embrassant une indigène, en un mot tout se déroule d'après la technique que le « père des peuples » met en œuvre en U.R.S.S. Pas un mot sur les revendications des travailleurs et des paysans algériens. Il parle bien de la nécessité de s'unir « contre le fascisme hitlérien », mais passe sous silence la lutte par des méthodes de classe contre le fascisme **en Algérie**. Devant son auditoire, il dénonce le P.S.F. et le P.P.F. algérien comme agents de l'étranger, mais bien sûr pas comme ceux du capitalisme français. La Métropole, voyez-vous, n'a que des représentants « honnêtes » comme M. Thorez, les fascistes qui s'en revendiquent ce sont des agents camouflés de Hitler. C'est ainsi qu'il réalise « l'union française » ! Du moment que le P.S.F. et le P.P.F. sont des agents de Hitler, et non pas mercenaires de la Métropole, la lutte contre eux n'est plus la tâche des masses travailleuses luttant contre l'impérialisme français, mais une simple tâche de police. Thorez réclamera que celle-ci les emprisonne ; mais en attendant, ce sont ses propres meetings qui sont interdits.

L'Algérie est appelée à jouer un rôle important, non seulement dans la prochaine guerre, mais elle peut devenir, **elle devient** une place d'armes du fascisme français. Les Doriot, les de la Rocque ont profité de la politique du « Front populaire » à l'égard des masses travailleuses pour augmenter leur influence. De même que, sous la pression de Blum, les représentants du « Front populaire » espagnol ont refusé d'accorder satisfaction aux Marocains — **auxquels Franco a accordé des droits démagogiquement, en paroles, pour pouvoir les utiliser contre les ouvriers espagnols** — de même les représentants du « Front populaire » au pouvoir en France ont donné les gages exigés par l'impérialisme français. Ils ont permis un renforcement de la répression contre les luttes surgies en Algérie sous l'impulsion des grèves françaises. Lozeray ment quand il écrit, dans « l'Humanité » (1), que les salaires des ouvriers indigènes ont augmenté. Ils ont **diminué** par suite de la dévaluation. Le « Front populaire » a laissé les masses indigènes aussi dénuées de droits qu'avant 1936. Le droit d'adhésion aux organisations syndicales est tout bonnement théorique. Car celles-ci sont un moyen de défense des ouvriers **algéro-européens** qui, du point

(1) 24 février 1939.

de vue économique et politique, représentent une couche de beaucoup supérieure à l'élément indigène. Ce dernier, composé de travailleurs non qualifiés -- manœuvres à tout faire, travailleurs agricoles, mineurs -- manque d'esprit corporatif et est dans l'impossibilité de payer une cotisation qui dépasse complètement ses possibilités. Avant de pouvoir s'organiser dans une organisation commune avec les ouvriers algéro-européens, les travailleurs indigènes doivent **préalablement** conquérir l'égalité économique et politique, **s'élever à leur niveau**. Le moyen qui leur permettrait de l'atteindre, c'est une lutte autonome adaptée à leur situation. Le Front populaire n'a rien apporté aux masses travailleuses de l'Algérie, il a **aggravé** leur situation. Voilà la vérité !

Aux yeux des masses indigènes, Blum « représentait » les ouvriers français ; elles ont été habilement travaillées par le P.S.F. et le P.P.F. et dressées contre les ouvriers métropolitains, tenus « responsables » de cette politique. Aujourd'hui, **le danger est grand** de voir l'impérialisme français s'en servir pour anéantir les conquêtes politiques et sociales des ouvriers français et instaurer le fascisme en France avec leur aide, comme Franco en Espagne avec celle des Marocains.

La résolution du B.P. du P.C.F. (2), prise au retour de Thorez, donne un coup de chapeau à la nécessité (du point de vue de la sécurité française bien entendu) « de faire droit aux aspirations légitimes d'ordre économique, social, culturel, religieux et politique qu'exposent notamment les représentants des populations arabes et berbères musulmanes ».

Et quelle est la mesure pratique envisagée ? La résolution **rappelle** « que le projet Blum-Violette... n'est toujours pas voté » ! La politique de collaboration de classes du Parti communiste français, sur le plan colonial, remplace l'agitation parmi les masses exploitées, et la lutte autonome de ces masses par des **méthodes de classe** contre l'impérialisme, par des exhortations adressées à la Métropole, c'est-à-dire aux capitalistes français. Le projet, en effet, n'a rien de dangereux pour la « sécurité française ». S'il répond aux aspirations « qu'exposent notamment les **représentants** », c'est-à-dire les exploitants indigènes, il ne donne aucune satisfaction aux millions d'ouvriers et paysans d'Algérie (environ 5.000.000). Donner des droits à une infime minorité de 20.000 privilégiés indigènes, comme le prévoit le projet, c'est, en réalité, augmenter l'inégalité et élargir la base sociale de l'impérialisme qui s'attacherait encore plus fortement cette mince couche et renforcerait, par conséquent, sa domination : « L'équilibre social recherché par l'impérialisme consiste à **déplacer** certaines couches indigènes pour les lier à l'élément exploiteur d'une part, et, d'autre part, à diviser l'ensemble des

(2) « L'Humanité », 19 février 1939.

masses travailleuses en deux couches distinctes » (3). C'est ce que Thorez explique à mots couverts à l'adresse des dirigeants français de ce pays, au meeting de Wagram, et il a l'impudence de donner l'exemple de l'U.R.S.S. !

Si la droite de la Chambre française s'oppose à l'adoption de ce projet, **ce n'est pas parce qu'il représente une concession aux masses travailleuses**, mais pour ne pas déplacer le poids respectif des exploités indigènes par rapport aux exploités algéro-européens.

Thorez écrit (4) : « A l'heure actuelle, l'intérêt supérieur du mouvement ouvrier français et du mouvement ouvrier international — prolétaires allemands en premier lieu — c'est de faire échec partout au fascisme hitlérien, de lui refuser partout de nouveaux moyens de puissance et de domination. L'intérêt non moins évident des peuples des colonies françaises -- considéré sous l'angle de leur émancipation nationale et sociale -- c'est de rester unis à un peuple chez lequel subsistent encore heureusement les notions de liberté et d'égalité des races. » Voilà par quel tour de passe-passe Thorez concilie l'intérêt social et national des peuples coloniaux et du prolétariat métropolitain avec l'intérêt de l'impérialisme français. Le traquenard, c'est sa soi-disant croisade antifasciste... commandée par Gamelin-Franco, qui instaurera la dictature de son état-major militaire.

L'intérêt social et national des peuples coloniaux est de s'émanciper de l'**impérialisme**. En tant que phénomène économique, celui-ci asservit les peuples arriérés, les surexploite et les maintient dans l'esclavage. Ses méthodes de **domination** — sociales, militaires, politiques -- dépendent des conditions concrètes du pays exploité et non pas des formes politiques de la Métropole. Généralement, les exploités s'appuient sur l'élément social le plus arriéré, comme c'est le cas pour l'Algérie. La domination de la « démocratique » Angleterre aux Indes ou sur les peuples arabes s'appuie sur les féodaux. L'épopée sanglante que représentent les conquêtes coloniales de l'Angleterre et de la France en premier lieu, sont les pages les plus noires des temps modernes (5). Politiquement, les masses travailleuses n'ont **aucun droit**, à quelque impérialisme qu'elles appartiennent. Leur pire ennemi c'est **leur propre impérialisme**, en l'occurrence l'impérialisme français.

Quant aux ouvriers français, leur intérêt le plus évident, le **premier** est celui-ci : Ne pas fournir à leurs propres capitalistes -- français -- les moyens pour réprimer leurs luttes. L'impérialisme français tire précisément le plus clair de sa force de l'ex-

(3) Jean Martin, « Les problèmes révolutionnaires de l'Algérie » dans « Lutte de classes », n° 50.

(4) « Avant-Garde », numéro 797.

(5) Voir à ce sujet les excellents articles publiés par « Juin 36 » (N° 34 à 39.)

exploitation coloniale. Le soutien des luttes des opprimés de l'Empire français contre la Métropole par les ouvriers français c'est la condition même de leur victoire : « La victoire de la classe ouvrière dans les pays avancés et la libération des peuples opprimés de l'impérialisme sont impossibles sans la formation et la consolidation d'un front révolutionnaire commun ». (Thèses de Lénine sur la question nationale et coloniale (6) :

Si l'on examine de plus près le « raisonnement » de Thorez, on constate qu'en réalité il **nie** la possibilité et le droit des peuples opprimés de déterminer librement leur sort, puisqu'il feint de minimiser la domination de l'impérialisme français ou domination de l'impérialisme hitlérien. Mais le prolétariat et l'avant-garde ne doivent pas oublier la leçon récente de l'Espagne — **si chèrement payée.**

Pour empêcher les indigènes -- et surtout ceux de l'Afrique du Nord -- de devenir les instruments de la répression capitaliste contre eux, les ouvriers français doivent montrer aux peuples coloniaux leur véritable figure, c'est-à-dire celle d'opprimés luttant contre l'impérialisme et l'exploitation coloniale et non pas celle de soutien des exploités. Le prolétariat français doit aider tout d'abord par tous les moyens à la création de partis révolutionnaires dans les colonies, ayant pour tâche la lutte de libération sociale et nationale. Ces partis doivent conserver leur autonomie vis-à-vis du parti révolutionnaire de la métropole, car ils luttent dans des conditions différentes -- et aussi pour que la trahison des « chefs » métropolitains n'entraîne pas automatiquement la subordination de ces partis à l'impérialisme ; mais ils doivent rester en liaison étroite avec celui-ci sur le plan de la lutte d'ensemble contre l'impérialisme.

Thorez présente toute lutte pour la libération sociale et nationale des colonies comme œuvre de Hitler. Il spéculé sur les sentiments de haine que les ouvriers français éprouvent contre le bourreau des ouvriers allemands, pour les enchaîner au char de l'impérialisme français. Chez celui-ci « subsistent encore », paraît-il, des notions démocratiques — c'est-à-dire qu'il trouve avantageux de se servir encore de ses laquais « démocrates » — Blum, Thorez, Jouhaux -- avant d'utiliser exclusivement Doriot ou de La Rocque Antifasciste ? Non. Agent de l'impérialisme.

C'est l'impérialisme qui est le fait **dominant** de notre époque, c'est lui la principale force de stagnation et de misère, de fascisme et de guerre. En soutenant les luttes des coloniaux contre celui-ci, le prolétariat français aura le plus puissant allié à sa propre lutte en la personne des 60.000.000 d'esclaves de l'Empire français, dont Thorez est devenu un des principaux gardes-chiourme. **Les Etats-Unis socialistes du Monde** sauveront la civilisation de la barbarie qui la menace et jetteront les bases d'une humanité meilleure

BARTA.

(6) Cité par Staline « Les questions du Léninisme », page 120.

Notes internationales

BULLETIN INTERNATIONAL. — 25 janvier - 25 février. Par N. Brun et P. Bally.

ENTRE LE BONAPARTISME ET LE FASCISME

La chute de Stoyadinovitch, le « führer » (« vojdi ») yougoslave, comme on le nommait parfois, indique à nouveau que le régime de la dictature militaire bonapartiste que connaissent tous les pays des Balkans, présente des différences sensibles avec le régime fasciste. La dictature militaire s'est réinstaurée après la guerre dans les pays balkaniques après les défaites et le recul du mouvement ouvrier dans le centre-est européen ; en 1920 en Hongrie, 1922 en Roumanie, 1923 en Bulgarie, 1924 (-29) en Yougoslavie. Ces dictatures ne s'appuient pas sur un mouvement de masse ; elles sont le résultat du renforcement de l'appareil étatique.

La bourgeoisie balkanique, complètement coupée des masses, ne put et ne peut affermir son régime qu'avec l'appui d'un formidable appareil bureaucratique et militaire, d'une part, et avec le soutien de la finance internationale, de l'autre. La dictature bonapartiste a pu maintenir parfois un « parlement » de parade, et a pu laisser encore certaines libertés aux partis bourgeois (en marge aussi à la social-démocratie) partis qu'elle alterna au pouvoir d'après les marchandages à envisager avec un impérialisme ou un autre ; mais, plus les contradictions intérieures et extérieures se sont aiguës, et plus la base du petit jeu parlementaire s'est aminci. Dans tous les Balkans, la dictature a dû se débarrasser de l'écorce démocratique et assimiler les méthodes du fascisme jusqu'à effacer toute limite apparente entre les deux régimes. En Grèce, la série de « coups d'Etat » se paracheva en 1935 par celui de Metaxas ; la dictature se « renforça » en Bulgarie par le coup d'Etat de 1934 (gouvernement Kiosseïanov ; en Roumanie, le coup d'Etat de janvier 1938 achevait la concentration du pouvoir entre les mains de la camarilla royale, répétant, à neuf ans d'intervalle, les méthodes instaurées en 1929 en Yougoslavie par le roi Alexandre.

Mais, quoique la dictature militaire-bonapartiste se mit si bien à l'école du fascisme, elle continue à se heurter constamment au fait que sa base de masse n'est pas large, qu'elle ne peut mobiliser, après le coup d'Etat, les masses autour de son pouvoir. C'est pourquoi les crises de la dictature bonapartiste prennent un autre caractère que ceux du fascisme, sont plus fréquentes et plus amples ; en un mot, malgré la similitude des moyens, le régime bonapartiste a, par rapport à celui du fascisme, une faiblesse organique plus grande.

La dictature du roi Carol, prise, au début, entre le courant fasciste de la Garde de Fer et le courant « démocratique » national-paysan, poursuit encore, à l'heure actuelle, la lutte contre la Garde de Fer, qu'elle n'a pas réussi à anéantir entièrement. La dictature de la camarilla grand-serbe en Yougoslavie, est obligé de composer avec le parti croate de Mateck, qu'elle n'a pu réussir ni à écraser, ni à réduire en force ; après Yiftkovitch et Jettitch, c'est le « vojdi » Stodadinovitch, celui qui paraissait le mieux en selle, qui quitte le pouvoir. Le bonapartisme doit desserrer l'étreinte s'il

n'est pas capable de se renforcer. Le départ de Stoyadinovitch, führer sans base de masse, n'entend pas l'écroulement du système : il démontre que, malgré l'identité apparente entre le bonapartisme et le fascisme, le premier est sujet à des crises que le deuxième ne connaît point. En définitive, la dictature de la bourgeoisie balkanique reste aussi précaire que sa position dans le pays et sur l'échiquier international.

La « **solidarité franco-britannique** ». — Cette expression, chère aux « démocrates » de tout acabit, prit assez longtemps une clause de style destinée à masquer de graves contradictions. Depuis Versailles jusqu'au déclin de l'hégémonie de l'impérialisme français en Europe (vers 1934), l'Angleterre chercha à affaiblir l'impérialisme français en Europe (comme dans l'Orient) et à pratiquer une politique de bascule entre Berlin et Paris. Jusqu'à Munich inclusivement, l'Angleterre put continuer ce jeu, étant donné que les objectifs allemands ne frappaient pas directement ses intérêts : l'Angleterre laissa tranquillement remilitariser la rive gauche du Rhin, elle ne s'émut pas outre mesure à l'annexion de l'Autriche, et intervint dans l'affaire tchèque dans le seul but d'y renforcer son rôle de super-arbitre de l'Europe. A l'heure actuelle encore, la City recherche un compromis avec l'Allemagne : dans l'affaiblissement de l'impérialisme français, la City a vu la possibilité d'établir sa propre hégémonie européenne, d'ailleurs appuyée sur une France domestiquée.

La France, de son côté, dans l'espoir d'un compromis avec Rome et du détachement de l'Italie de « l'axe », avait saboté ouvertement les sanctions imposées par l'Angleterre lors de la guerre italo-éthiopienne. C'était là le bilan de la « solidarité franco-britannique » : Londres ne bronchait pas tant qu'on attaquait les positions de l'impérialisme français, et Paris lui rendait la même monnaie lorsque les intérêts anglais étaient en jeu.

Mais en présence des revendications italiennes sur la Tunisie, en face des dangers d'une Espagne ligotée à « l'axe », la « solidarité franco-britannique » s'affermir soudainement : l'Angleterre ne peut laisser toucher au statu quo actuel de la Méditerranée, non pas par amour pour l'impérialisme français, mais parce qu'une mainmise de l'impérialisme italien sur la Tunisie ferait de l'Italie le maître absolu de la Méditerranée centrale et orientale. Le système Bizerte-Tunis et Sicile-Pantelleria formerait la serrure des routes méditerranéennes, dont la clé serait entre les mains de l'impérialisme italien. Londres ne défend les positions impériales françaises que dans la mesure où cette défense assure la liberté d'un passage essentiel pour son trafic et sa stratégie. De même, en présence des « spécialistes » allemands en Espagne, le gouverneur anglais de Gibraltar est allé rendre visite à Noguès, au Maroc. Encore une fois, « la liberté de passage » au profit de Londres, avant tout. La solidarité franco-britannique commence là où sont lésés les intérêts de Londres.

La « solidarité » bat son plein au sujet de l'Espagne ; les deux larrons volent maintenant au secours de « l'indépendance » de Franco et lui offrent leurs bons offices pour la reconstruction et l'exploitation du pays. Le « coup de Minorque », exploit de la City, démontre que l'Angleterre sait encore les bons usages du banditisme politique. Quant à Franco, il sera amené à pratiquer une politique de bascule, « d'équilibre », entre Paris-Londres et Rome-Berlin : la position de l'Espagne, cette Pologne de l'Occident, le contraint déjà à accepter « les bons offices » de l'Angleterre. On peut prévoir que la City, Londres et la Bourse de Paris, tout en étant « solidaires » contre Berlin et Rome, se heurteront inévitablement au partage des zones d'influence de l'Espagne « à reconstruire ».

C'est le moment de demander aux staliniens, aux socialistes et autres défenseurs de « démocraties », à qui vont leurs préférences : ou bien aux loups fascistes, ou bien aux hyènes démocratiques, aux prises sur le cadavre de l'Espagne.

EXTREME-ORIENT

En Chine : le terrorisme et la résistance. — Depuis le 1^{er} janvier, seize attentats se sont produits à Shanghai, dans la concession internationale, faisant suite, d'ailleurs, à de nombreux attentats commis dans divers lieux de la Chine occupée, contre les agents chinois au service de l'impérialisme nippon. Les dernières victimes sont Tcheng-Loh, ministre des affaires étrangères du gouvernement aux ordres de Nankin, et le marquis Li. Le Japon proteste contre « l'incurie de la municipalité de la concession internationale », qui dernièrement même, a fait arrêter 200 suspects, mais qu'elle a relâchés par la suite, ce qui signifie que la municipalité dirigée par les Anglais et les Américains n'est pas trop fâchée de cette activité, qui gêne considérablement les tentatives japonaises de détacher une partie de la bourgeoisie chinoise pour en faire son agent de domination. Il en est de la Chine, avec les différences spécifiques entre les deux guerres, comme il est de l'Espagne : le Front populaire espagnol, abrité sous l'aile des « démocraties » (qui, par ailleurs, concouraient à la victoire de Franco), après avoir étranglé la révolution, a conduit le prolétariat espagnol à la défaite. Les pires trahisons se sont produites de la part de l'aile bourgeoise de ce Front populaire, pour arriver à un compromis avec l'ennemi. De même en Chine, le Kuomintang et ses alliés « communistes » pratiquent la même lamentable politique : une partie de la bourgeoisie du Kuomintang est prête à un compromis avec le Japon, dans lequel elle pourrait sauver ses positions. La résistance est ainsi minée de l'intérieur. Ouang Ching Oueï, vice-président du Kuomintang, vient de quitter « subrepticement » Tchang-King, en avion, pour la Chine japonaise, et adresse un télégramme au Kuomintang pour conseiller d'accepter les conditions de Konoye, le ministre des affaires étrangères nippon, « comme base de discussion ». Mais, d'une part, Ouang représente indiscutablement une partie de la bourgeoisie du Kuomintang, et, d'autre part, des doutes ont couru qu'il avait agi de concert avec Tchang-Kai-Sek. Dans le même temps où la bourgeoisie chinoise s'apprête au compromis, Londres et Washington ont fait remettre à Tokio des notes dans lesquelles ils se déclarent prêts « à discuter les propositions du Japon ».

Il faut dégager, de ces divers faits, l'analogie des tendances au compromis d'une partie de la bourgeoisie chinoise et des grands impérialismes « démocratiques ». « Le Temps » (14-1) parle déjà d'une conférence de Londres, Washington et Tokio, « qui peut être le point de départ, au profit des Chinois d'abord, d'une période économique fructueuse ». Ainsi, les mêmes chacals, de l'Espagne à la Chine, veulent leur part des cadavres, et ils astreignent, dans un cas comme dans l'autre, la « bourgeoisie nationale » à emboîter le pas dans cette tâche « fructueuse ». Quant au P.C. chinois, il affirme, dans une adresse au congrès du Kuomintang, « à nouveau son entière communauté de vue avec le Kuomintang, dans l'esprit de résistance au Japon, et recommande l'obéissance absolue à Tchang-Kai-Sek ». Cette soumission ne s'arrête pas aux « adresses » ; Staline confond, une fois de plus, criminellement le front unique militaire avec le soutien politique total de la bourgeoisie. L'expérience tragique de 1927 et la première trahison de Tchang-Kai-Sek, qui négociait déjà à l'époque avec l'exploiteur nippon, ne lui a rien appris. Il fait calomnier les révolutionnaire, et la presse d'adora-

tion réclame « l'extermination des traîtres trotskystes agents du Japon », alors que ces révolutionnaires sont à la pointe du combat contre l'impérialisme nippon, contre les trahisons et les compromis.

Dans les conditions de la guerre nationale contre l'impérialisme nippon, le terrorisme qui se développe contre les agents de l'impérialisme, loin de constituer le reflet d'une apathie de la masse, constitue un des moyens de la lutte et de la résistance.

C'est dans ces conditions que nous affirmons notre solidarité avec la cause des travailleurs chinois, y compris les méthodes qui correspondent à leur lutte et à la situation actuelle de la Chine.

L'occupation d'Haï-Nan. — Tandis que les puissances « démocratiques », tout en préparant le compromis à l'aide de la bourgeoisie chinoise, soutiennent en même temps plus ou moins la résistance chinoise, afin d'amener le Japon à une négociation générale, c'est-à-dire à un compromis impérialiste, le Japon agit de manière à pouvoir imposer tout simplement ses conditions, non seulement à la Chine, mais aussi aux impérialismes rivaux.

L'occupation d'Haï-Nan doit être considérée comme une prise de gage de la part du Japon envers l'Angleterre, les U.S.A. et la France. En effet, si elle constitue un facteur négligeable dans la lutte contre la Chine elle-même, cette île, qui contrôle le golfe du Tonkin, menace la route maritime Singapour-Hong-Kong, en même temps que l'Indochine et la base de Saïgon, ainsi que, dans une certaine mesure, les Philippines (U.S.A.). Au lieu de négocier au sujet des dépouilles de la Chine, le Japon se réserve donc de « négocier » sur la question d'Haï-Nan, avec menace d'en faire une base navale et maritime.

De plus, un coup de semonce a été donné à l'Angleterre, avec le bombardement de Shun-Shum (territoire de Kaou-Loun, partie continentale de la colonie de Hong-Kong), que n'explique décidément pas la maladresse des aviateurs japonais, motif invoqué par le commandant japonais, étant donné le caractère concerté de l'agression.

Le Japon aura, certes, besoin de l'aide des impérialismes « démocratiques » pour exploiter et reconstruire la Chine qu'il a détruite, mais il veut rester le maître de la situation, et entend garder la part du lion, pour ne distribuer à ses partenaires forcés que ce qui s'avérera au-dessus de son appétit et de ses forces.

Mais le prolétariat chinois reste encore l'inconnue et l'espoir dans cette affaire de brigands, à condition de balayer la politique criminelle du P.C. et de pratiquer une politique révolutionnaire conséquente.

N. BRUN et P. BAILLY.

A travers la Presse internationale de l'avant-garde ouvrière

« La Voie de Lénine » veut s'attacher à informer les militants, autant que possible par des extraits de la presse internationale, de la situation dans les divers pays, les organisations de l'avant-garde ouvrière, leur programme et leur politique.

Ainsi seulement, les militants pourront se faire une opinion sérieuse sur

les problèmes internationaux, sur la construction de l'Internationale révolutionnaire et de son programme.

Précisément, certains sociaux-démocrates impénitents tirent de la situation présente cette conclusion de la nécessité d'un repli national.

LES TACHES DE L'ÉMIGRATION ALLEMANDE

Les « socialistes de gauche » (sic) allemands tirent de la situation actuelle l'effrayante conclusion suivante, de repli national :

« L'émigration socialiste est loin de constituer un bloc cohérent, une force capable de se mobiliser aujourd'hui, demain, ou après-demain. La vie politique de l'émigration socialiste est un procès de liquidation, et non de rénovation...

...Notre tâche est la révolution sociale en Allemagne, et non pas en Amérique, en Suède ou autre part. Que la France poursuive une politique de Front populaire ou non, que la Belgique prenne ou non le chemin de l'Union nationale, que le réformisme scandinave soit juste ou non, cela ne nous regarde pas. »

(Freies Deutschland du 16-2-39,

organe des S.D. « de gauche » allemands.)

LA GAUCHE ALLEMANDE ET LE BOLCHEVISME

C'est une conclusion opposée qu'en tirent les communistes internationalistes d'Allemagne, dans leur organe « Unser Wort » :

...En réalité, nous savons tous que le mouvement ouvrier révolutionnaire n'a pas échoué à cause des conditions objectives elles-mêmes, mais par suite de la façon dont il a essayé de les surmonter. Si nous voulons surmonter la crise du mouvement ouvrier, il faut dévoiler impitoyablement toutes les causes de cette défaillance et tirer la leçon de ces expériences acquises si chèrement, avec de tels sacrifices, pour en faire le capital théorique de la 4^e Internationale.

...Il importe donc de créer un organisme bien discipliné, formé par des spécialistes issus de la classe ouvrière, pour détruire, grâce au marxisme, en théorie et ensuite en pratique :

l'autorité bourgeoise, afin de mener le mouvement ouvrier au-delà des limites actuelles.

(« Unser Wort », Février 39.)

LA SITUATION EN ALLEMAGNE

Rud. Lang nous montre ainsi, dans « Freies Deutschland », la paysannerie et l'économie dirigée :

« Les chiffres définitifs sur l'utilisation du sol nous indiquent une nouvelle régression sérieuse de l'agriculture. Les emblavements ont été diminués, en 1938, de 185.000 hectares. Par contre, la superficie des aérodromes, des champs de sport et de manœuvres, et des parcs a été augmentée de 78.700 hectares.

La diminution de l'élevage des cochons amènera forcément une pénurie plus grande de viande. Il en est de même pour l'élevage du gros bétail. Par suite des journées de travail de 10 et 12 heures, le nombre des paysans a diminué de 400.000 dans l'année courante. Ils se réfugient en ville, où le travail d'usine est moins dur et moins mal rétribué. »

O. Fischer nous donne l'explication suivante des pogromes de Novembre, dans « Unser Wort » :

Les pogroms de Novembre, à la suite de l'assassinat de Von Rath (un prétexte trouvé bien à propos), sont la conséquence logique des sentiments **anti-guerriers** qui se sont fait jour lors des événements de Septembre. Le peuple allemand, dans sa majorité, ne voulait pas la guerre et ne cachait pas ses sentiments. Il fallait donc le braver par la terreur. C'était un avertissement pour tous les mécontents, sans différence de race, comme par exemple le « Corps Noir » (Journal des S.S.)

LE MANIFESTE DU P.O.U.M.

« Juin 36 » a publié le premier manifeste du P.O.U.M. depuis la défaite de Barcelone. Il dénonce les causes de la défaite :

« Rappelez-vous les jours de Juillet 1936, et les derniers jours vécus à Barcelone. Le prolétariat, celui du 19 juillet, en une formidable impulsion, en armes, mit en déroute les militaires insurgés. Ce fut le prolétariat, uniquement la classe ouvrière, qui mit un terme rapidement, à Barcelone, au soulèvement et parvint, en fait, à être la classe dominante... En peu de temps, la contre-révolution réalisa de formidables avances. La contre-révolution en Espagne s'est appelé le Front Populaire... Elle liquida les comités ouvriers, annula les collectivisations, rétablit les privilèges, poursuivit et emprisonna les meilleurs éléments révolutionnaires, enlevant tout contenu de classe à notre lutte. »

LES SOCIAUX-DEMOCRATES D'AUTRICHE N'ONT RIEN APPRIS

Pour les sociaux-démocrates autrichiens, le fascisme a vaincu... parce qu'il n'y avait pas de participation socialiste au gouvernement de Dollfus. Sans doute...

« Cela avait été le cas en Allemagne, où le parti du centre — le catholicisme politique — avait péri en même temps que la social-démocratie. Mais combien honteuse est donc la faillite du catholicisme en Autriche, combien faible l'opposition catholique en Autriche, en comparaison avec celle du Reich !... Il ne s'agit pas ici de la question de savoir si la forme du gouvernement, qui aurait dû mener cette politique différente, si ç'aurait été la coalition noire-rouge de 1918-1920, tant souhaitée ; il s'agit ici plutôt du contenu social et économique de cette politique. »

LE GROUPE DANOIS DE LA IV^e INTERNATIONALE SE CONSTITUE EN PARTI

« Le nouvel an 1939 fut de grande importance pour nous, communistes internationalistes, section danoise de la IV^e Internationale. Nous nous sommes constitués en parti sous le nom de parti communiste internationaliste. Cette résolution ne fut que la conséquence logique des progrès réalisés par notre organisation. En Septembre 1938, nous nous sommes réorganisés sur la base du programme de la IV^e Internationale. Quelques camarades qui n'étaient pas d'accord sur cette orientation nous abandonnèrent à ce moment. Ensuite, nous avons progressé continuellement, nous avons fondé des sections et des cercles d'études dans les différents quartiers de Copenhague et dans quelques autres centres du pays. Ces progrès exigèrent un renforcement et une réorganisation de notre travail. La meilleure façon de le faire et de continuer à renforcer notre influence était de nous constituer en parti... »

Sous le coup des défaites, les travailleurs révolutionnaires du monde entier se regroupent sous le drapeau de la IV^e Internationale ».

LES CAPITULARDS DU PARTI OUVRIER BELGE ONT RECONNU BURGOS

Le camarade **Walter Dauge**, un des leaders du **Parti socialiste révolutionnaire** de Belgique (IV^e Internationale) stigmatise cette « **immonde trahison** » dans la **Lutte Ouvrière** du 21 janvier.

Il rappelle ce qu'écrivait Vandervelde lui-même, dans **Le Peuple**, quelque temps avant sa mort.

« Des gens feignent de croire, disait-il entre autres, que le Parti Ouvrier est prêt à capituler, que ses dirigeants, qui dans ce cas seraient des félons et des traîtres, essaient de ruser avec les décisions du Congrès, de les tourner d'une manière ou de l'autre, qu'il pourrait être question de se donner le ridicule de convoquer un troisième Congrès pour revenir sur les décisions des deux premiers, vous nous connaissez, chers camarades, et savez bien, dès lors, ce qu'il faut en penser ».

Ce qui ne manque pas d'ironie. La citoyenne Vandervelde précise du reste que « Spaak avait pris l'engagement formel, engagement dont Vandervelde a exigé qu'il figure aux procès-verbaux du Bureau, de démissionner plutôt que de signer Burgos ».

De Brouckère fait lui-même dans **Le Peuple** du 15 janvier l'aveu du manque absolu de démocratie dans le P.O.B. : « La classe ouvrière, écrivait-il, n'a plus rien à dire dans sa propre maison et si on la consulte parfois, on se moque ensuite de ses volontés les plus fermes et les mieux établies ».

MEXIQUE

Dans « **Clave** », tribune marxiste, nous trouvons une thèse de Diegi Rivera sur les pays « del Caribe ». Notons cette perspective :

« En conséquence : si pour une part, il est possible et probable que la révolution sociale triomphe tout d'abord dans les Etats-Unis, cela n'exclut en aucune manière la possibilité que cette révolution commence dans les pays de l'Amérique latine où les contradictions de classe se sont aiguës le plus et de là gagne les autres. Cette révolution, nécessairement de caractère anti-impérialiste, peut parfaitement aboutir aux Etats-Unis de l'Amérique latine et l'avant-garde du prolétariat doit être, dès maintenant et continuellement, soucieuse de la conduite dans tous les pays où les circonstances objectives et subjectives la permettent... »

« **Clave** » publie dans son numéro 4 des articles de Trotsky sur la France, sur Kautsky, ainsi que des articles de Snavedra, de Liborio Justo... et des extraits du programme marxiste de transition...

POUR UNE IRLANDE SOCIALISTE UNIE

Les partisans anglais de la IV^e Internationale affirment une solution socialiste au problème irlandais que posent à nouveau les bombes et les actes terroristes des Irlandais.

...Tout en dénonçant la tactique et la politique du I.R.A. (républicains irlandais) comme celle du nihilisme petit-bourgeois, nous devons aussi exposer clairement notre position sur l'unité irlandaise. Nous sommes hautement pour l'unité du Nord et du Sud, mais l'unité contre De Valera comme contre

Craighaven. Et une unité basée sur la lutte pour arracher le pouvoir à l'église catholique qui intervient dans la querelle au même titre que les gouvernements de De Valera et de Craighaven. Seule une Irlande unifiée par les ouvriers et paysans d'Irlande sur un programme socialiste, peut résoudre la question d'Irlande.

Militant, février 39 (organe de la Militant Labor League).

LA CONFERENCE IMPERIALE OUVRIERE

Le Militant Labor League (IV^e Internationale) souligne le caractère équivoque des résolutions adoptées par la conférence, convoquée par l'Indépendant Labor Party :

« Typiques du ton de la résolution étaient les clauses qui demandaient que soient donnés au peuple de l'Inde et de l'Afrique les pleins droits démocratiques, etc... Personne ne peut « donner » au peuple des colonies le droit de se délivrer de l'esclavage impérialiste. Il arracheront ce droit par la lutte révolutionnaire contre l'Impérialisme, avec l'aide du mouvement ouvrier des pays impérialistes.

« Au lieu d'appeler le mouvement ouvrier organisé à une action puissante et décisive sur le front anti-impérialiste, la résolution fait appel à tous les travailleurs sincères pour la justice et la paix -- une phraséologie front populaire comme fit remarquer un des orateurs.

« Les délégués du M.L.L. essayèrent de donner un contenu révolutionnaire à la résolution au moyen d'amendements, mais la conférence, composée à une écrasante majorité de délégués I.L.P. et pacifistes, décida de s'opposer à ces amendements. La délégation française, pourtant, réussit à renforcer quelque peu la résolution, par son amendement à la première section. »

(**Militant**, février).

LE BUREAU DE LONDRES ET LA QUESTION PALESTINIENNE

Orenstein, dirigeant du SHOMER HAZAIR, un des deux partis palestiniens du bureau de Londres, a fait adopter à la dernière réunion de l'I.L.P. une résolution sur la question palestinienne. Cette résolution se prononce contre l'arrêt de l'immigration, c'est-à-dire contre la revendication essentielle du mouvement arabe. Le bureau de Londres a ainsi pris parti pour le sionisme, agent de l'impérialisme anglais. Quant au Shomer Hazair, sous le masque d'organisation ouvrière, il n'est que l'aile gauche du sionisme qui joue un rôle contre-révolutionnaire dans l'émancipation nationale des peuples arabes du proche-Orient.

LE « SOCIALIST WORKERS PARTY » DES ETATS-UNIS

ET LE REFERENDUM SUR LA QUESTION DE LA GUERRE

Le S.W.P. (Parti socialiste ouvrier), section de la IV^e Internationale aux Etats-Unis, utilise pour l'agitation révolutionnaire le mouvement démocratique en faveur d'un référendum sur la question de la guerre. Son organe bi-hebdomadaire « Socialist Appeal » (l'Appel Socialiste) s'exprime ainsi :

« Bon Dieu, s'écriait la semaine dernière le sénateur Johnson, pensez-

vous que les Américains ont le droit de savoir s'ils descendent la route de la guerre ? »

Oui, disons-nous, ils ont le droit, non seulement de savoir, mais de **décider** s'ils prendront ou non cette voie qui mène à la mort et à la souffrance.

Le peuple doit réclamer et réclamera le droit de décider de son destin. Décider d'aller à la guerre doit être au pouvoir du peuple seul ! Que chaque homme, chaque femme de plus 18 ans dise lui-même s'il permet à la classe capitaliste de l'entraîner dans le gouffre de la barbarie.

Nos maîtres craignent la décision du peuple. Ils savent que le peuple sera opposé à laisser se déclencher une autre effroyable catastrophe sur le monde. Vive le referendum populaire sur la question de la guerre ! »

(**Socialist Appeal**, 10 février).

DU « CHALLENGE OF YOUTH » (E. U.)

Le « **Défi de la Jeunesse** », organe des Jeunesses socialistes des Etats-Unis qui, en 1936, ont abandonné la II^e Internationale et adhéré à la IV^e Internationale, lutte contre les armements de Roosevelt. Du numéro de février cette manchette en énormes lettres rouges :

« Pas un cent pour militariser la Jeunesse américaine, pour bâtir les armées capitalistes, pour défendre les profits de Wall-Street ».

EN AUSTRALIE

Stan. Bolland, de Sidney, écrit dans « The New International » (E.U.) un article intéressant dont voici quelques lignes d'extrait :

A l'exception de quelques éléments de gauche, le Labor Party australien s'est toujours considéré lui-même comme un produit purement australien, c'est-à-dire comme un parti chargé uniquement de la protection des ouvriers australiens. De fait il fut toujours ultra-chauvin et le principal rempart de la politique de « l'Australie blanche ».

Pour résumer les résultats de 50 ans de réformisme dans ce pays, on peut dire que les ouvriers ont beaucoup gagné dans les questions de salaire, les conditions de travail, la retraite aux vieux, etc... Les puissants « Labor parties » ont aussi rendu possible que beaucoup de luttes ouvrières combattives soient menées dans une atmosphère de légalité. Ce fut le cas pour la grande bataille de la conscription, quand le mouvement des masses obligea à un referendum sur la conscription d'outre-mer. Le referendum fut une défaite pour le plan des militaristes d'enrôler les Australiens pour l'holocauste européen.

Lentement, mais sûrement pourtant, le réformisme est arrivé au bout de son rouleau. La crise économique mondiale lui porta un coup mortel. Seules peuvent espérer se développer des industries secondaires abritées derrière le mur des hauts tarifs douaniers... L'exportation des matières premières comme la laine, le blé, le beurre, les métaux, décline rapidement. De plus en plus chaque jour les ouvriers se trouvent devant des problèmes qui admettent seulement des solutions révolutionnaires. Il y a là question du chômage qui ne pourra jamais être résolue par le capitalisme. Aussi, la classe ouvrière sera probablement poussée vers la lutte de classe active, qui facilitera le développement d'un puissant mouvement de la IV^e Internationale dans cette terre classique du réformisme.

Les deux Ukraines

Nous extrayons de la revue économique anglaise *Economist* (1) les passages suivants d'un article sur la question ukrainienne, vue sous l'angle de l'expansion allemande vers l'Est. Les nécessités économiques de l'impérialisme allemand le poussent à la conquête de matières premières, de marchés, etc. Aux prises actuellement avec la tâche rude de l'organisation d'une « Mittel-Europä » (Europe centrale et balkanique), quelle sera ultérieurement la direction de l'avance allemande ? Vers l'Ouest, c'est-à-dire vers le monde colonial, ou vers l'Est, c'est-à-dire vers l'Ukraine ? Ce sont les difficultés politiques de cette dernière entreprise qu'examine l'auteur.

NOTE DE LA REDACTION.

« L'Ukraine est-elle une nation ? La réponse est à la fois « oui » et « non », car si les Ukrainiens vivent comme un peuple distinct en rapport à la fois avec les Russes et les Polonais, leurs aspirations nationales sont si différentes en Pologne et dans l'Union Soviétique, qu'ils peuvent être considérés comme deux nations plutôt qu'une. Cette séparation est un fait d'une grande importance pour toute considération des perspectives d'expansion des nazis dans l'Est européen, et c'est un fait qui ne peut pas être facilement changé, parce qu'il est le résultat d'un long développement historique, et non pas seulement des conditions politiques des vingt dernières années. »

.....

L'Ukraine « fut pour longtemps la partie la plus civilisée et la plus peuplée de Russie, mais fut aussi la plus exposée aux incursions et invasions des Tatars des steppes. Du point de vue ethnique les habitants d'Ukraine s'appellent eux-mêmes Russes, mais ils parlent des dialectes sud-russiens différant considérablement du nord-russien de Novgorod et du pays de la Haute Volga, dans lequel se trouve l'origine du type moderne du Russe. »

« La différence de dialecte, pourtant, n'aurait probablement pas suffi pour créer une nationalité ukrainienne, si les Ukrainiens n'avaient pas été coupés politiquement du corps principal des Russes durant quatre siècles. Les Russes d'Ukraine furent conquis par les Tatars au 13^e siècle, et quand la puissance tatare déclina, ils ne recouvrèrent pas leur indépendance, mais tombèrent sous la domination des Lithuaniens et des Polonais venant de l'Ouest. La Lithuanie fut dans la suite unifiée avec la Pologne qui enferma dans sa vaste étendue Kiev, Poltava et Smolensk. Les Polonais eux-mêmes parvinrent à mettre la main sur la partie la plus voisine de l'Ukraine. »

.....

« Comme résultat de la longue domination polonaise, la séparation linguistique de la Russie du Sud (Ukraine) de la Russie du Nord fut grandement accentué ; la première prit beaucoup de mots polonais, qui finalement furent le plus souvent d'origine allemande. D'autre part, les Polonais ne réussirent pas à absorber les Ukrainiens, de

(1) Du 4 février 1939, signé « D'un correspondant ».

manière à faire une seule nation polono-ukrainienne à cause d'un profond contraste culturel. La culture polonaise était latine et catholique, l'ukrainienne était byzantine et orthodoxe. Les Polonais convertirent les nobles ukrainiens à la langue polonaise et à la religion catholique, mais les paysans ukrainiens demeurèrent fermement attachés à leur ancien langage et croyances, de sorte que les lignes de séparation linguistiques et religieuses devinrent identiques à celles de l'antagonisme de classe. »

Le mouvement national ukrainien anti-polonais au 17^e siècle ne réussit pas à fonder un Etat indépendant ; une large surface d'Ukraine tomba sous la domination russe. (N.D.L.R.)

« Les Ukrainiens ont d'abord bien accueilli les Russes moscovites, leurs frères dans la foi religieuse, comme libérateurs de la tyrannie catholique polonaise. Mais le rude despotisme des tsars devait nécessairement heurter avec violence la tradition républicaine cosaque existant du temps de Khmelnitsky, et de nouvelles haines surgirent de l'effort des nobles moscovites pour atteindre les pays de terre noire. Après l'effondrement de la Pologne, l'aversion ukrainienne fut dirigée contre la Russie et dans le 19^e siècle la lutte prit la forme caractéristique des conflits nationaux dans toute l'Europe. Savants et écrivains commencèrent à cultiver l'ukrainien comme une langue distincte du russe. La bureaucratie pétersbourgeoise répliqua par l'oukaze de 1876, qui rendit pratiquement impossible l'impression en ukrainien.

De ce point de vue, un nouveau sauveur apparut pour le peuple opprimé. Par les partages de la Pologne, les Ukrainiens de Galicie tombèrent sous la domination autrichienne, et les hommes d'Etat autrichiens virent rapidement en eux un élément qui pouvait être utilisé comme contre-poids à la fois contre les Polonais et les Russes. L'Ukraine fut reconnue comme un des *Landessprachen* de l'Autriche et Ivov devint le centre de la culture littéraire ukrainienne. »

« En 1918, les Allemands fondirent, après l'effondrement de la Russie, des Etats séparés, polonais et ukrainien, le dernier comprenant toutes les régions avec majorité ukrainienne. Le but immédiat des Allemands en Ukraine était de se rendre maîtres des céréales pour remédier à la diminution des vivres en Allemagne, et, avec cette fin en vue, appuyèrent le gouvernement du général Skoropadsky qui représentait une clique de propriétaires fonciers. Mais quand l'Allemagne et l'Autriche s'effondrèrent à leur tour, Skoropadsky se sauva et l'Ukraine tomba dans la plus grande confusion. Les Polonais occupaient une partie du territoire de la République ukrainienne à l'ouest, pendant que plus à l'Est les nationalistes ukrainiens (Petlioura), Russes « blancs » (Dénikine), anarchistes (Makhno) et bolchéviks luttèrent pour le pouvoir. A la fin l'Ukraine fut partagée entre les Polonais et les bolchéviks et les deux parties du peuple ukrainien ont eu depuis lors des destins entièrement différents.

La plupart de ce qui est maintenant l'Ukraine polonaise était auparavant autrichienne et les habitants regardent les jours de gouvernement autrichien comme l'Age d'or. Les Polonais promirent au début l'autonomie pour les provinces ukrainiennes, mais ils n'ont jamais essayé de tenir leur promesse, et ont fait au contraire tous les efforts pour faire disparaître la nationalité ukrainienne et poloniser la population. La résistance de la part des Ukrainiens se heurta à la représ-

sion ; en 1930 une « pacification » systématique fut effectuée, et des détachements de cavalerie allèrent de village en village, fouettant les paysans au hasard, sans autre forme de procès. Aujourd'hui il n'y a probablement pas de haine en Europe égale à celle des Ukrainiens contre les Polonais, et l'ironie de la situation est que les nazis allemands ayant trouvé conforme à leurs vues de se faire les champions d'une cause que l'Angleterre et la France ont jadis ignorée, les antifascistes de l'Ouest seront conduit maintenant presque automatiquement à nier les revendications de la minorité nationale la plus nombreuse et la plus maltraitée de l'Europe. »

« On peut être certain que les Ukrainiens de Pologne répondront avec empressement à l'agitation venant de l'Ukraine carpathique sous le patronage de l'Allemagne. Le souvenir de l'indulgence autrichienne les font naturellement pro-allemands ; ils ne voient pas l'espoir d'une vie nationale libre en dehors d'une séparation avec la Pologne ; et la petite bourgeoisie ukrainienne des villes fournira la base sociale pour un Etat d'un type fasciste subordonné à l'Allemagne. Dans l'Ukraine polonaise les propriétaires fonciers, les officiels et les grands capitalistes sont polonais, mais la petite bourgeoisie ukrainienne est suffisamment large pour prendre la direction d'un mouvement nationaliste. »

« Dans l'Ukraine soviétique, d'autre part, à la fois les propriétaires fonciers et la classe moyenne ont été éliminés, et une nouvelle forme de société créée dans laquelle les fonctionnaires d'Etat ont pris la place des couches sociales supérieures d'autrefois. Cet ordre social a donné naissance à des conflits d'une nouvelle sorte, mais ceux-ci ne peuvent plus être définis dans les limites des nationalités. On ne peut pas dire qu'il y a une lutte de l'Ukrainien contre le Russe, comparable à celle de l'Ukrainien contre le Polonais. La République socialiste de l'Ukraine est une des républiques constituante de l'Union Soviétique et la langue ukrainienne est formellement reconnue comme son propre langage. Il n'y a pas de persécution d'Ukrainiens comme tels dans l'Union Soviétique, comme en Pologne, et la question de la langue, qui fournit aux Ukrainiens leur principal grief pendant un demi-siècle avant 1917, n'est plus une revendication. Il y a, en vérité, des troubles considérables dans l'Ukraine Soviétique, mais ils ne sont pas réellement séparatistes et ils ne sont certainement pas pro-allemands. Les Ukrainiens de l'Est de Galicie se rappellent seulement les Allemands comme les envahisseurs qui firent pendre les paysans sur des gibets portatifs et maintinrent les grands propriétaires fonciers dans leurs propriétés, au moment où les bolchéviks les en ont chassés. Ce qui certainement existe en Ukraine, et dans une mesure plus grande qu'en Russie même, c'est l'antistalinisme ; mais l'opposition contre Staline équivaut à la trahison, seulement si quelqu'un accepte de croire les efforts faits par les staliniens pour identifier Staline et le régime soviétique. Dans une démocratie, pourtant, il est reconnu que l'opposition au gouvernement au pouvoir ne doit pas nécessairement renfermer trahison envers l'Etat, et il y a de multiples raisons de croire que, si l'Union Soviétique était une réelle démocratie, ce qui est appelé « trotskysme-boukharinisme » s'exprimerait lui-même comme une opposition constitutionnelle, d'aucune façon nuisible à l'unité et à la stabilité de l'Etat fédéral. L'Ukraine est une place forte des tendances oppositionnelles parce que la proportion des paysans fortunés était plus grande qu'en Russie centrale, et la crise provoquée par la poli-

tique de collectivisation forcée de Staline fut par suite plus sévère. Aujourd'hui les réformes collectives sont un fait accompli, mais la lutte a pris une nouvelle forme : ce n'est plus entre l'exploitation collective et individuelle, mais plutôt entre les tendances bureaucratiques et démocratiques à l'intérieur des collectivités. Que Staline sente bien que l'Ukraine est un foyer d'opposition à sa dictature, cela est montré par la sévérité spéciale de la récente épuration de son administration. Selon une information digne de confiance sur la conspiration contre Staline au commencement de 1937, il était projeté que le général Petrovsky devait mettre la main sur le Kremlin et les troupes ukrainiennes, sous la direction du général Dubovoi, devaient être lancées contre Moscou. Mais on doit noter qu'il n'était pas question de séparer l'Ukraine de l'Union Soviétique ; l'idée c'était de changer de gouvernement au centre même. L'Ukraine Soviétique est une partie de l'U.R.S.S. où les véritables tendances démocratiques sont fortes, mais justement pour cette raison c'est la moins appropriée pour la pénétration nazie. Herr Hitler peut trouver autant d'amis qu'il en a besoin dans l'Ukraine polonaise, mais s'il veut en chercher plus loin à l'Est, il réussira plus vraisemblablement à Moscou même qu'à Kiev. »

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

par **Henri POULAILLE**

Henry Poulaille, l'auteur de Pain Quotidien et de Pain de Soldat... le romancier sobre et direct de la vie ouvrière, a accepté de tenir en toute indépendance et en toute liberté, la chronique littéraire de La Voie de Lénine.

Henry Poulaille est non seulement l'écrivain que l'on connaît... Il est le camarade qui a le plus aimé et révélé d'écrivains révolutionnaires de toutes écoles...

Ici même, il nous les fera connaître.

Ces heures qui sont entre la Paix et la Guerre

Par **Henry POULAILLE**

Maintenant pour un peu de temps encore.

Paul CLAUDEL.

Ces heures qui sont entre la paix et la guerre
 Ces heures que nous vivons
 Ces heures qui ne sont déjà plus de paix
 Encore que point tout à fait de la guerre
 Ces heures qui nous sont laissées
 Y songeons-nous assez
 Qu'elles pourraient être les dernières
 Qui nous soient laissées...

Mûres d'un lourd passé pourri, ces heures
 Grosses de menaces
 Sont-elles annonciatrices des derniers jours.
 ... DE NOS DERNIERS JOURS ?

Déjà avant-courrière des demains possibles
 Dans l'air mugissent les sirènes
 Tandis que les avions dans le ciel jouent les anges
 Déjà l'on voit

Les vieux qui jubilent et sifflent de joie
 A la pensée des rouges vendanges
 Ayant l'âme sereine
 Sachant ne pas en être, eux,
 Car il s'agirait non pas d'eux, mais de toi
 De moi...

En ces heures entre paix et guerre
 Il nous faut rester en éveil
 Bien prêter l'oreille
 Bien voir
 Malheur si on se laisse surprendre
 Il n'est pires aveugles, pires sourds
 Que ceux qui ne veulent rien voir ni entendre.
 Or, voulons-nous être de ces aveugles, de ces sourds ?

Le temps est venu de se poser des questions
 Et d'imposer quelques questions aux hommes
 Appelés à partir si les clairons d'alarme sonnaient
 Et de chercher quelques vérités à se dire
 Puisqu'on est là encore...
 Pour un petit peu de temps, peut-être encore.

Ces heures entre paix et guerre
 Où la mort tend ses nasses
 Il sied de les vivre intensément
 En hommes.
 Demain sera fait comme nous le ferons
 Selon que nous agirons en hommes
 Ou non.

Bien sûr, à leur habitude
 Les foules vivent ces moments dans l'hébétude
 Mais, c'est à nous de nous dégager d'elles
 Il dépendra de l'attitude que nous aurons
 Que nous soyons compris ou non
 Il s'agit en tout cas de crier : Gare !
 Avant qu'il ne soit trop tard
 Et de faire attention, aux prêcheurs « d'il vaudrait mieux... »
 C'est l'instant de se rappeler
 Le « gardez-vous à droite, gardez-vous à gauche ! »
 Qu'on apprenait quand nous étions gosses
 Car de gauche comme de droite peut naître le danger.

Il s'agit aujourd'hui plus que jamais
De garder l'esprit clair et la tête haute
On ne marche que tête baissée
On a marché une fois et c'est assez !

La guerre !

Non, rien à faire

Faites vous-mêmes vos guerres

Bons apôtres qui prêchez l'avenir au nom du Passé.

Au diable !... Arrière... Arrière

Passez...

Le passé est passé, l'avenir à venir

Fermez vos gueules et rangez vos tambours

Gardez vos bobards, vos drapeaux

On a déjà failli crever pour

Et ne nous dites plus que le sort le plus beau

Est celui de servir de pâture aux corbeaux...

Peguy que nous aimons

Qui fut involontairement des vôtres

Péguy a dit

Qu'heureux étaient les épis murs et les blés moissonnés

Il est tombé cloué au sol

A la face de Dieu, comme son poème dit...

Vingt-quatre ans se sont écoulés depuis

Où est la valeur du symbole ?

Rien ne vaut qu'on accepte la mort

La vie seulement a de l'importance

Elle seule compte...

Profiteurs de la vie et marchands d'au-delà

Vos fables n'ont plus cours

Au nom de ces foutaises-là

Vous penseriez nous reprendre

Comme on avait été pris l'autre fois

Vous ne nous aurez plus

Nous voulons vivre

Nous ne sommes sur terre que pour cela

Pour vivre

Au-jour-d'hui, de-main, a-près-de-main.

Cette vie qui nous fut donnée

Achetée si cher par quelques-uns d'entre nous...

Et ce serait pour la donner

Au nom de tel mot fétiche à majuscule

Parce que d'aucuns baragouinent et gesticulent

Et que tels intérêts sont en conflit avec tels autres intérêts

— Non !... En nous le souvenir de la guerre d'hier

Est trop frais...

Et c'est nous qui en avons payé tous les frais,

Arrière ! vous qui parlez « Droit »

Vous qui parlez « Lois », vous qui parlez « Livres »

On se fout de tout ça

On veut vivre.

La vie n'est pas dans nos systèmes
 Elle est en nous, autour de nous
 Elle est cette belle fille qui passe
 Le bon soleil qui nous chauffe
 Cet enfant qui joue
 L'eau qui chante, le vent qui court
 Arrière ! montreurs de monstres
 Et dresseurs
 On est dans la vie, nous,
 Et l'on veut y rester
 Car elle est belle quand même
 Malgré vos masques de faux bonhommes
 Et le Carnaval des Idées
 Que vous représentez.

La vie, c'est moi. MOI !...
 Ah ! Qu'elle est belle la vie
 Je me sens envie de crier
 Ma joie
 De vivre...

Tout m'y invite
 Sentez-vous le parfum de l'air
 Ce soleil, qu'il est bon !
 Cette femme qui sourit
 Quelle est belle ! Dites !
 Et je n'ai jamais tant aimé l'amour
 Ah ! l'on voudrait m'en arracher...
 Non ! Non !... Je me sens justement plus jeune que jamais
 Et je veux vivre...

La vie, cette vie si bonne
 On me la voudrait prendre.
 Votre « Esprit », votre « culture »,
 Vous pensez que ça vaut que l'on mette pour..

Vous parlez d'union, de droit,
 De morale,

Et vous sous-entendez : fatalité
 Ah ! que tout cela m'est bien égal
 Si beaux que soient
 Les prétextes à m'arracher de la vie
 Je ne les veux pas accepter
 Je sais trop quel est son prix
 On ne vit qu'une fois.

Ces heures que nous vivons
 Nous ne voulons pas qu'elles soient les dernières
 Que nous ayons à vivre.

En face de la lâcheté
 Nous crierons nos vérités vives
 Nos vérités de chair
 Et plus nous serons et mieux nous pourrons être écoutés
 Il s'agit de toi, de moi, hé gars qui me lis.
 C'est notre droit de vivre que nous voulons voir respecté.

Avril 1938.

Henry POULAILLE.

Récits révolutionnaires

LA REPRESSION AUX ASTURIÉS EN 1934

Par M. MOLINS Y FABREGUAS

Nous extrayons ce récit d'un livre fort intéressant, écrit en catalan et paru à Barcelone (Editorial Atena) en 1935, « U.H.P., l'insurrection prolétarienne d'Asturies », par Molins y Fabreguas.

Il s'agit du tableau de la répression effroyable, après l'échec de l'insurrection des Asturies, où les ouvriers furent trahis par les démocrates, et réformistes de Barcelone et de Madrid (Companys-Azana et Cie). Pourtant un an et demi après repartait la révolution... Le 19 juillet 1936.

**

La répression de l'insurrection asturienne doit passer dans l'histoire du prolétariat comme des plus violentes et des plus sanglantes... La bourgeoisie espagnole peut être satisfaite et reconnaissante à ses mercenaires. Si elle n'a pas élevé le pays au niveau des pays capitalistes, en fait de système de répression elle n'a rien à envier au fascisme d'Hitler de l'Allemagne super-capitaliste, ni à Mussolini. Il fallait bien qu'elle se distinguât en quelque chose. L'Espagne ne pouvait continuer ainsi à aller à la guerre de l'Europe. Maintenant, entre les toros et les systèmes répressifs elle a déjà trouvé un motif d'orgueil...

Elle est devenue une grande puissance. C'est un honneur qui ne peut le céder à aucun. Les éternels détracteurs de l'Espagne arriérée n'auront plus qu'à se taire : l'Espagne est devenue un pays exemplaire et ses méthodes de répression serviront d'exemple et auront à être adoptées par les pays qui auront une insurrection prolétarienne à dominer, et cela sans que la démocratie perde sa virginité, sans qu'il faille établir le fascisme...

.....

Pour relater chacune des cas de la répression sanglante asturienne il faudrait un volume trois fois plus gros que celui-ci... Ce serait une liste interminable de noms, suivis de récits de torture, qui, au premier abord, vous pénètrent comme des coups de pointe, mais à la répétition, en considérant qu'il ait pu y avoir des hommes pour imaginer semblables choses, la première indignation se convertit en dégoût et après en haine. Nous nous limiterons donc à rapporter quelques faits, sans la prétention qu'ils soient les plus exemplaires, ni non plus, les plus saillants.

Nous rapportons les uns pour traiter des faits qui ont paru dans les pages de la presse sur l'ordre du gouvernement, qui les voulait utiliser pour combattre les révolutionnaires ; les autres sont ceux que le hasard a placés à côté de nous avec le plus de facilité...

Nous voulons commencer avec la reproduction d'un extrait du livre du réationnaire Ignacia Nunez : *La Révolution d'octobre de 1934*.

Il dit : « D'Oviedo, on communiquait le 26 octobre : A l'hôpital provincial les journalistes firent connaître que du 13 à aujourd'hui, on avait enterré au cimetière de la capitale 600 cadavres, et que du 5 jusqu'au 13 les cadavres recueillis dans la capitale et dans les environs

s'élevèrent à 1.276. Les 80 % sont des cadavres de révolutionnaires. Qu'au 13, les cadavres recueillis dans la capitale et dans les environs

Cette citation, que l'ami de M. Tusquets rapporte dans son livre, a été bien peu méditée... Le plus fort argument que le gouvernement et les réactionnaires emploient contre les révolutionnaires sont les prétendues barbaries qu'ils commettaient et la manière ignoble dont ils assassinaient les gens sans ménagements... Or donc : le sieur Nunez, dans son information, nous dit que les 80 % des 1.276 cadavres qui furent recueillis du 5 au 13 concernent les révolutionnaires... Tels que les faits se déroulèrent, durant les jours que l'insurrection triompha, logiquement, il ne pouvait se produire un si grand nombre de morts...

Ces derniers, par conséquent, dans leur majorité, doivent correspondre précisément aux derniers jours et assurément au même jour du 13. Du 13 au 26, six cents cadavres furent enterrés au cimetière. D'où sortent ces cadavres ? Ils se trouvent-ils par miracle ? Mieux encore : où les troupes peuvent-elles les recueillir, si la lutte continue presque dans toute la cité, lutte qui ne permet pas que l'on fasse le nettoyage des cadavres de ses alentours ? Evidemment, dans ces six cents il y a les morts de l'hôpital et de la caserne Pelayo, lesquels, sur le moment, furent enterrés dans la cour de la caserne de Pelayo.

Et au récit de Nunez, il manque encore une précision qui est tue par tous les écrivains réactionnaires qui ont parlé de l'insurrection des Asturies : le four crématoire qui fut utilisé plus de 8 jours pour brûler des cadavres... Dans ce four fut brûlé le cadavre d'Aida Lafuente et de sa compagne. Les ouvriers qui travaillèrent au four nous donnent des détails qui peuvent permettre d'affirmer que la compagne d'Aida fut violée par les soldats de la légion qui ont pris Monte-Naranco...

Les tortures étaient réalisées en accord avec une sorte de méthode qui parlait de trois systèmes avec variantes, selon la fantaisie des auteurs et selon la résistance physique ou morale des torturés :

Le « Trimoteur », avec des variantes, consistait à pendre le prisonnier au plafond, les bras liés au dos. Une fois pendu, dans de nombreux cas, on lui pendait des poids aux pieds et au cou et on lui donnait un mouvement de balancier.

Une grande partie de ceux qui passèrent par ces tortures, qui se comptent par douzaines, en sortirent avec les bras cassés...

Le « Bain Marie » consistait à faire déshabiller le prisonnier et à le tenir quelques heures dans un bain d'eau glacée... Quand, complètement raidi par le froid, on l'en sortait, on lui clouait une rossée. D'autres fois, on le tenait un moment dans l'eau gelée et par-dessous on lui mettait de l'eau à demi-bouillante et en alternant...

Le « Tub des les rialles » n'était pas autre chose que le célèbre passage à tabac, si connu des prisonniers de Barcelone, à l'époque de Badia et de Menendez et de Martinez Anido.

Le récit se poursuit par des cas particuliers...

Nous donnerons, en d'autres occasions, des passages d'U.H.P., concernant l'insurrection, le fonctionnement des Comités, la trahison des démocrates de Barcelone, etc...

Le Gérant : J. Rous.



IMPRESSIONS MODERNES
IMPRIMERIE SYNDICALE ET ARTISANALE
37, Bd de Strasbourg, Paris (16^e) — Prov. 19-05

LA VOIE — DE LENINE

REVUE MARXISTE MENSUELLE

ABONNEMENTS

FRANCE		ETRANGER	
1 an	20 fr.	1 an	40 fr.
6 mois	10 fr.	6 mois	20 fr.
3 mois	5 fr.	3 mois	10 fr.
Abonnement de soutien.....		50 fr.	

REDACTION - ADMINISTRATION et ABONNEMENTS
J. ROUS, 3, rue E.-Cresson, 3 - PARIS (14^e)
Compte Chèque postal : ROUS 901-53.

APPEL A TOUS LES MILITANTS

Nous n'avons d'autres ressources que celles provenant de nos abonnements, souscriptions et diffusion

Aidez-nous :

EN VOUS ABONNANT — EN SOUSCRIVANT — EN DIFFUSANT

Que tous les camarades qui en ont la possibilité souscrivent un abonnement de soutien à 50 francs.

NOS SOUSCRIPTIONS

Henric : 50 fr. — Craipeau : 50 fr. — Giron : 50 fr. — Ago : 50 fr. — Rous : 50 fr. — Akoka : 50 fr. — Julie : 10 fr. — Odette : 5 fr. — 3 camarades de Bordeaux : 28 fr. — 3 militants : 90 fr. — 1 postier : 10 fr. — Pierre : 15 fr. — Louise : 10 fr. — 3 camarades de Colombes : 55 fr. — Marcel : 5 fr. — De Lille : 45 fr. — 1 camarade de Brignolles : 50 fr. — 2 sympathisants : 40 fr. — 1 camarade de Belgique : 30 fr. — 1 sympathisant : 5 fr. — 2 instituteurs : 100 fr.

TOTAL DE LA PREMIERE LISTE : 798 francs.

LA VOIE DE LENINE est en vente :

LIBRAIRIE DU P.S.O.P., 42, rue Rochechouart, Paris (9^e) ; LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris (10^e) ; LIBRAIRIE LA FARFALA, 269, Fg Saint-Antoine, Paris (11^e), et aux KIOSQUES suivants : Boulevard Saint-Michel ; Bastille ; République ; Châtelet ; Grands Boulevards ; Place du Palais-Royal ; Boulevard Raspail (Dôme-Montparnasse) ; Gare de l'Est.